

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 11 SEPTEMBRE 1969
N° 420. 1,50 F



jeunesse
de la
révolution

Sommaire

Luttes ouvrières

6. A la Caisse des Dépôts
Victor Carly
7. A la Caisse d'Allocations
Familiales
Philippe Guyot
16. Action syndicale et ac-
tion politique

Luttes internationales

- 10-11. Tchécoslovaquie : le
sabotage
Michèle Descolonnes
12. La lutte d'Ho Chi Minh
Jean-Marie Vincent

13. Résistance populaire et
« guerre sainte »
Henry Rosengart
14. Irlande : Religion et lut-
te des classes.
Gilbert Chantaire
15. Le Festival d'Alger
Michel Johan

Vie économique

- 8-9 Les promesses que tient
Pompidou

Politique intérieure

4. L'éclairage thorézien
Christian Guerche

Actuelles

Les Antillais se souviennent

Au moment où le peuple de France célèbre avec autant de faste le « bicentenaire » de Napoléon Bonaparte, les Antillais et Guyanais veulent rappeler au monde entier qu'ils ne partagent pas cet enthousiasme.

La Révolution de 1789, en reconnaissant l'existence des Droits fondamentaux pour tous les hommes, avait définitivement aboli l'esclavage sous toutes ses formes dans nos pays. Mais le futur empereur Napoléon 1^{er}, sous la pression de colonialistes notoires, et notamment de sa femme, Joséphine de Beauharnais, créole, originaire de la Martinique, allait rétablir le régime du tra-

vail forcé et du fouet pour les noirs des Antilles (Loi du 20 mai 1802).

Il est bon aussi de rappeler que :

— le héros de l'Indépendance haïtienne : Toussaint-Louverture, victime de la duplicité de Napoléon et de son beau-frère le général Leclerc fut déporté en France où il mourut dans les prisons malsaines du Fort de Joux.

— Ignace et Delgres, héros de la lutte du peuple Guadeloupéen contre le rétablissement de l'esclavage, périrent les armes à la main.

Tout ceci est passé sous silence, car les tenants du Pou-

voir d'hier comme ceux d'aujourd'hui, entendent maintenir la « tradition d'une France libérale et fraternelle ».

Les Guadeloupéens, les Martiniquais et les Guyanais, bafoués dans leur dignité et leur personnalité sous le poids de l'aliénation politique et culturelle, restent confiants dans leur avenir et continuent à lutter pour la libération de leur pays.

Ils sont déterminés à mener ce combat jusqu'au bout pour assumer leur destin national.

● Communiqué par l'Amicale Générale des Travailleurs Antillais et Guyanais.

Les bonnes manières

Nous reviendrons la semaine prochaine, sur les raisons qui ont motivé à la fois, la création d'un « Front de Lutte du Pays Basque contre la répression franquiste », et la décision de celui-ci de boycotter « la Grande Semaine Espagnole » qui s'est déroulée à St-Jean-de-Luz du 5 au 9 septembre.

Rappelons simplement les faits aujourd'hui. Face à la répression qui sévit en Pays Basque dans la péninsule hispanique, et qui atteint une rigueur et une violence absolument incroyables, il s'est créé dans les Basses-Pyrénées un Front de lutte contre la répression groupant, le P.S.U., le Parti Socialiste, le Mouvement Embata, le Mouvement Fédéraliste Européen, l'E.T.A. (Euzkadi ta Askatasuna), et le groupe Marxiste-Léniniste (Humanité Rouge).

L'objectif de ce front est de renforcer la solidarité avec tous ceux qui se battent en Pays Basque, contre la dicta-

ture franquiste, dans des conditions chaque jour plus difficiles, mais aussi chaque jour plus efficaces.

On pouvait espérer que le Parti Communiste Français, s'associerait à cette action. On pouvait d'autant plus le penser que le Parti Communiste d'Euzkadi (Pays Basque Espagnol) venait lui-même de participer à la constitution d'un Front de même type en Espagne même.

Dans un premier temps, le P.C.F. (des Basses-Pyrénées) a refusé de participer à ce Front, sous prétexte que Embata était une organisation bourgeoise. La chose mérite examen. Nous y reviendrons. Sur un plan simplement antifasciste, on s'amusera de la parade. Nous ne connaissons pas cette rigueur à nos camarades communistes, ni cette vigueur purificatrice.

Dans un deuxième temps, le Front, a estimé, à juste titre, que la tenue dans le contexte

actuel d'une « semaine culturelle franco-espagnole » à St-Jean-de-Luz, méritait réponse : c'était le boycottage.

Craignant des incidents, que personne ne cherchait à organiser, le gouvernement français a assigné à résidence à l'île de Ré, 15 militants de ETA. C'est dans l'ordre de la logique de Raymond Marcellin.

Un peu plus surprenante est l'attitude du P.C.F. des Basses-Pyrénées.

Pour lui c'est la réponse attendue — et pourquoi pas méritée — à l'attitude irresponsable des organisations du Front.

On voudrait sourire. On n'en a guère envie. Au nom de la paix, de l'ordre social, et du commerce bien compris, le P.C.F. a officiellement participé à ce que nos camarades ont justement appelé « la grande semaine de l'indécence ».

Les autorités gouvernementales françaises et franquistes, peuvent parader à St-Jean-de-Luz, sous la protection de 600 C.R.S. Sans trop de spectateurs peut-être. Mais avec l'assurance que les communistes locaux, ne manqueront pas aux bonnes manières.

En toute solidarité

Albin Chalandon, Ministre de l'Équipement, a décidé de parler haut. Son problème est de faire de chacune de ses déclarations un événement politique. Mais pour exciter les commentateurs, il s'agit d'étonner. Le ministre a trouvé la bonne formule : il dit littéralement n'importe quoi.

Parle-t-on d'urbanisme, il déclare que le problème est de résoudre les problèmes d'aujourd'hui et non ceux de l'an 2000. Les urbanistes peuvent sourire. Le ministre n'en a cure.

S'inquiète-t-on de l'indispensable développement des industries de pointe en France. Le ministre — facétieux — affirme qu'il est plus important d'exporter à travers le monde des stylos à bille, que de rielle.

chercher à construire une industrie aéronautique moderne, qui aura des difficultés à trouver des marchés étrangers. Excusez le ministre quand on parle industrie de pointe, il pense de suite aux aléas du « Concorde » pour se féliciter des succès de la pointe Bic.

Evoque-t-on enfin, les problèmes du logement ? Imperturbable le ministre affirme, dans le cadre d'un budget rétréci, qu'il y a trop d'H.L.M. en France, et que beaucoup sont vides.

Son propre Secrétaire d'Etat, René Vivien, a eu un haut-le-corps. Il est maire dans la région parisienne. Aussi répondant à un député, il n'hésite pas à démentir son ministre.

En toute solidarité ministé-

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian
Guerche, Gilbert Hercet,
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany,
Jacques Buthiers, Gilbert
Chantaire, Michèle Descolonnes,
Jacques Ferlus, Michel
Johan, Lucien Saintonge, Ber-
nard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 22.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

EROTISSIMO

Reprise de la lutte

Michel Rocard

La situation politique, en cette rentrée 1969, est très nouvelle. Un régime s'installe après une large victoire électorale. Il dispose d'une majorité parlementaire sans précédent. L'opposition politique officielle est réduite à sa plus faible dimension, et pratiquement condamnée au silence. La liberté de manœuvre du nouveau pouvoir est apparemment sans limite.

Il a réussi à mettre sur pied un équilibre gouvernemental qui traduit la grande réconciliation de la bourgeoisie française. Il a réussi également à présenter, comme une opération technique froidement calculée, une dévaluation, qui est en fait une concession aux volontés des milieux d'affaires, faite à chaud, c'est-à-dire juste avant épuisement des réserves et en pleine expansion inflationniste. Mais les apparences sont sauvées.

Une telle situation rend parfaitement illusoire toutes les petites tactiques à court terme, toutes les manœuvres politiques qui bornent leurs objectifs à modifier l'ordre des pièces qui composent le puzzle de la « gauche ».

Il y aurait là de quoi décourager les militants « de gauche ». Mais les militants socialistes conséquents trouvent dans l'analyse en termes de conflits de classes une explication plus rigoureuse de la situation présente, en même temps que les lignes directrices évidentes qui vont conduire leur action à venir.

La solidité du nouveau régime n'est en effet qu'apparente. Malgré la dévaluation, le franc reste très fragile ; nos dettes à court terme sont importantes et la monnaie nationale est hors d'état de résister à une nouvelle vague de spéculation au profit du mark. Et surtout le rassemblement de la bourgeoisie française autour de Pompidou s'est fait sous l'empire de la peur mais n'apporte aucune solution aux contradictions du capitalisme français.

La grande industrie française est actuellement en pleine période de concentration, de réorganisation et de développement. Elle y est contrainte par sa dépendance croissante de la concurrence internationale, suite logique du choix d'ouverture des frontières fait par la IV^e République et par le gaullisme à ses débuts.

Ce développement rapide se heurte à trois contradictions profondes qui vont marquer toute la vie politique française dans les années qui viennent.

La première contradiction vient du fait que le développement industriel coûte de plus en plus cher. Il faut payer ces frais et pour cela accumuler de très importants profits. Or, les structures de l'économie française restent profondément archaïques. Il existe dans l'agriculture, le commerce, le bâtiment, l'hôtellerie, etc. une masse énorme de petites entreprises peu rentables qu'un progrès technique trop rapide tuerait. Ces secteurs sont protégés soit par des prix garantis grâce à des subventions, soit surtout par une grande mansuétude fiscale. Tout cela coûte très cher en prélèvements sur le produit du travail collectif. Mais ces couches représentent les bases électorales essentielles du nouveau régime, il ne peut se les aliéner. Le plan d'austérité actuel les avantage donc,

en essayant de rattraper un peu de la charge sur le grand capital. Ce dernier essaie de se défendre en poussant à l'inflation, ce que le gouvernement ne peut se permettre à cause de notre déséquilibre des paiements extérieurs. La solution logique serait pour le gouvernement de reprendre ce supplément de profit nécessaire sur les travailleurs, mais ce n'est pas joué d'avance.

Cette contradiction est si forte que le régime n'a pas osé choisir complètement, et son plan d'austérité est un ensemble disparate de demi-mesures ; il sera donc inefficace. Le conflit entre le grand capital et les couches parasitaires en sera donc aggravé, ce qui veut dire qu'il se traduira par des divergences et des affrontements dans la majorité.

La seconde contradiction se situe au niveau international. Le grand capital est acculé au développement rapide par l'ouverture des frontières. L'organisation de son développement suppose qu'il s'en donne les moyens en ce qui concerne la recherche scientifique et la capacité d'organisation. Mais précisément l'ouverture des frontières a grandement accéléré la pénétration du capital étranger, américain notamment, qui commence à établir ses contrôles sur la recherche scientifique jusqu'en France, et qui poursuit une stratégie visant à empêcher la naissance d'un centre de développement homogène du grand capitalisme français. La tendance de ce dernier à se constituer en impérialisme secondaire en est donc affaiblie.

Le régime, en fait, choisit la soumission aux normes du capitalisme international. C'est l'acceptation d'une dépendance consentie par la petite bourgeoisie et le capital financier, mais dont le capital industriel français, notamment lorsqu'il est lié à l'Etat, s'accommode mal.

La troisième contradiction intéresse l'Etat. Dans la phase précédente, en gros de 1945 à 1965, l'Etat s'était vu conférer par le grand capital de nombreuses tâches : prévision économique générale, organisation financière de la croissance, satisfaction de certains besoins collectifs jugés non rentables pour le profit privé : logement social, équipements collectifs, recherche, gestion du secteur public monopoliste dans un sens favorable à l'industrie privée (mise en déficit systématique de la S.N.C.F. par exemple par les tarifs trop bas), et enfin soutien aux attardés de la croissance, etc.

Dans la phase présente, caractérisée par l'âpreté de la lutte pour l'appropriation des profits, toutes ces tâches sont considérées par le capitalisme comme coûtant cher et comme susceptibles de gêner ces projets. Du coup, on renonce à toute planification, on ampute le budget de la recherche, on cède au secteur privé un certain nombre de tâches remplies jusque-là par l'Etat (place faite aux banques aux dépens de la Caisse des Dépôts) et surtout on cède au secteur privé des responsabilités essentielles en matière d'équipements collectifs : autoroutes, téléphone, urbanisme. De même on diminue l'aide au logement social pour livrer tout le secteur de la construction aux promoteurs privés. C'est une politique de classe parfaitement cynique. Mais elle aura des consé-

quences : la politique de construction sera de plus en plus défavorable aux classes peu aisées. Autoroutes et téléphones répondront au besoin d'une rentabilité immédiate plus qu'à celui de fournir les infrastructures nécessaires au développement des régions retardataires. L'urbanisation de nos villes se fera dans des conditions de plus en plus désastreuses, sans qu'aucun plan d'ensemble soit réellement respecté. La course au profit se fait plus impudente mais aussi plus visible, et la grande majorité des habitants de ce pays ne tardera pas à en subir les conséquences.

Ces trois contradictions sont importantes. Mais elles ne contribueront à affaiblir le régime que si elles sont correctement exploitées par les forces socialistes.

De là découle la ligne d'action du P.S.U. pour la rentrée, et que le parti discutera au Conseil national de l'automne.

Cette ligne doit tenir compte de ce qu'il n'y a pas de perspective de succès décisif immédiat pour une action se situant sur le terrain politique traditionnel. Elle doit tenir compte également des leçons que les travailleurs tirent de leurs expériences quotidiennes. Elle doit viser à élargir la base et la puissance du courant socialiste et préparer ainsi la transformation sociale profonde qu'il faudra bien imposer. C'est au niveau de l'idéologie et des entreprises, c'est-à-dire en fait de la mise en cause du mode de vie capitaliste en même temps que du mode de production, qu'il faut aujourd'hui porter l'attaque pour élargir la base du courant socialiste. Mais il serait stupide de l'entreprendre en transformant les militants socialistes en frères prêcheurs.

La découverte réelle par les travailleurs des effets économiques et culturels du capitalisme sur leur existence, insécurité, inégalité, fatigue, abrutissement, ne peut être que le résultat de leur propre lutte. C'est le sens des campagnes d'action décidées par la Direction politique nationale.

La campagne pour le contrôle des travailleurs sur des éléments essentiels de la production aura réussi dans la mesure où les travailleurs ne dissocieront plus la lutte pour leurs revendications de la lutte contre le pouvoir capitaliste lui-même et entendront le mettre en échec dans l'entreprise notamment.

La campagne sur la ville et le profit aura réussi dans la mesure où, à travers toutes les actions concrètes qui seront engagées, pourra être mis en évidence pour la population des quartiers concernés un lien précis entre le manque de logement, les expulsions scandaleuses, la spéculation effrénée et le capitalisme.

C'est dans la lutte quotidienne que se fabrique tout à la fois un parti et le lien de ce parti avec les masses. Dans cette phase de lutte les membres du P.S.U. devront avoir à la fois une connaissance précise des situations concrètes que vivent les travailleurs et leurs familles, et une grande imagination militante. C'est par là que renaitra la volonté de transformation socialiste chez les masses, qui est aujourd'hui la condition préalable à notre victoire.

L'éclairage thorézien

Christian Guerche

Parus tous deux à la fin juin, à la veille des vacances, et chez le même éditeur, les deux ouvrages de Jean Poperen et François Mitterrand traduisent un double phénomène (1).

L'évaluation politique du mouvement de mai 1968 nourrit encore bien des réflexions. Les deux livres ici évoqués ne sont circonstanciels qu'en apparence. A l'évidence mai 1968 oblige tous les dirigeants de la gauche française à s'exprimer mieux et plus nettement qu'ils ne l'ont jamais fait.

Mais peut-être est-il encore plus nécessaire de souligner que la parution d'un immense cortège de livres, peu ou prou consacrés aux événements de mai, constitue également un phénomène d'édition. Car ces livres se vendent. Ce qui veut dire que les travailleurs, comme les étudiants, continuent de se poser nombre de questions sur la signification des événements de mai, ses prolongements possibles, les changements réels que ces événements ont provoqués au sein de la gauche socialiste française.

Dans les semaines qui viennent nous essaierons d'analyser systématiquement tous les ouvrages parus — même les plus médiocres — dans le souci de fournir à nos lecteurs tous les éléments du débat. Si nous nous sommes arrêtés sur ces deux premiers livres, c'est parce qu'à nos yeux ils traduisent un phénomène peu souligné : la persistance de l'influence de la pensée politique de Maurice Thorez, l'ancien secrétaire général du Parti communiste français. Et ceci beaucoup plus dans la gauche « officielle » française, qu'au sein même de son propre parti.

Il faut en effet constater que le livre de Jean Poperen est,

et de loin, l'illustration la plus brillante du communisme de droite, dont Maurice Thorez a été pendant de longues années — dans les conditions françaises — le représentant autorisé. Comme en écho, François Mitterrand lui répond. A son tour il représente une gauche se réclamant du socialisme, mais dont la sensibilité est fondamentalement « républicaine » telle que Maurice Thorez l'a toujours rêvée, voulue, comme compagnon de lutte. En d'autres termes, les deux livres se rejoignent dans l'analyse. Il s'agit bel et bien de recréer les conditions d'une alliance entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie, telle qu'elle a pu se produire une première fois avec le Front Populaire, et une seconde fois à la libération. Telle aussi que le Parti Communiste, sous la direction thorézienne, a essayé de la promouvoir dans chacune de ses tentatives de Front National.

La bergerie socialiste

Il serait injuste de reprocher à François Mitterrand d'être apparu dans la vie politique sous la Quatrième République. Peut-être peut-on s'étonner simplement que, de retouche en retouche, il brosse un auto-portrait, qui se heurte — parfois, souvent — aux faits. A la lumière de ce que nous savons aujourd'hui, des rapports à créer avec les pays du tiers monde, on comprend quelle fut la somme de difficultés, d'errements, de la gauche française. Est-il indispensable de présenter aujourd'hui la politique pratiquée à l'égard des pays du tiers monde, sous administration française — direc-

te ou indirecte — comme un modèle novateur, dont il s'agit aujourd'hui de parachever la réalisation ? N'est-il pas plus simple et plus honnête de parler de rupture, là où il ne saurait y avoir continuité ?

Mais ceci n'est que détail révélateur, le dossier que François Mitterrand plaide, avec beaucoup de conviction et de talent, est celui de la tentative d'union de la gauche, dont il a été l'incontestable animateur et la figure de proue de 1965 à 1968.

L'effondrement de cette tentative en mai 1968 est évident pour tous. Les leçons à en tirer sont-elles claires pour Mitterrand lui-même ? Rien de moins évident.

Il faut lire les pages qu'il consacre aux contrecoups de l'affaire tchécoslovaque sur la gauche socialiste française. Le raisonnement en termes de Yalta est indiscutable. Non, une intervention soviétique n'est pas prévisible en France (et donc un coup d'Etat communiste), pas plus qu'une intervention en Tchécoslovaque.

Mais est-ce bien la question ? En vérité ce qui est en cause, c'est l'expérience tchécoslovaque elle-même, ce qu'elle apportait au mouvement ouvrier mondial, les références précieuses qu'elle pouvait apporter au mouvement socialiste dans des pays industriellement développés.

En n'abordant pas ce problème, François Mitterrand entre dans la dialectique thorézienne. « Gardons-nous d'insister sur ce qui nous divise. Parlons de ce qui nous unit. »

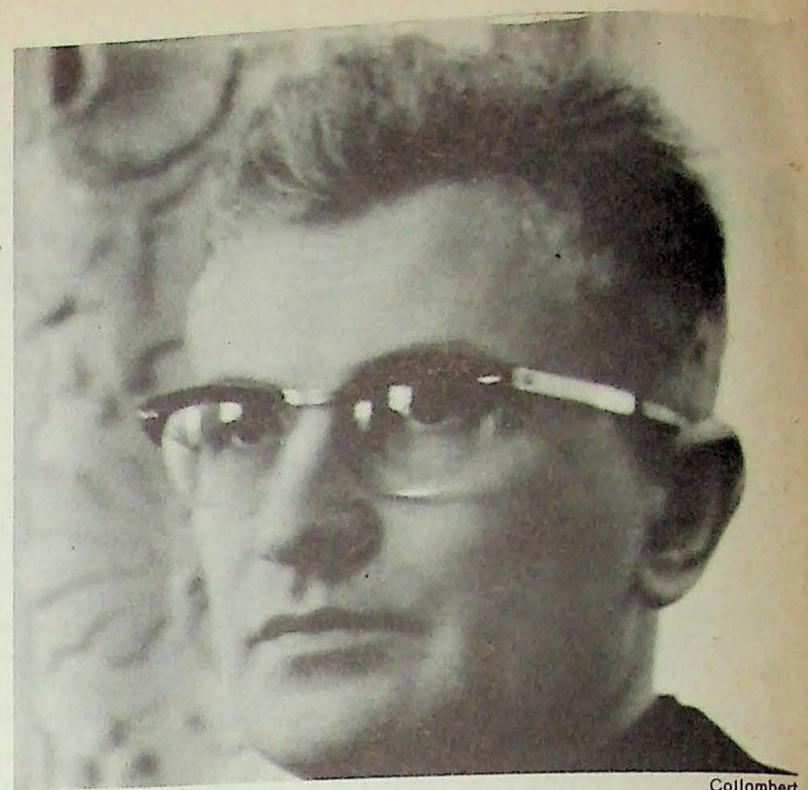
Je prends cet exemple parmi d'autres. Ils sont nombreux. François Mitterrand s'attache à démontrer qu'une gauche non communiste puissante peut se créer en alliance avec le Parti communiste, et lui tenir tête quand cela est nécessaire. Mais sans s'interroger sur la nature de celui-ci aujourd'hui, encore moins sur les objectifs.

Dès lors on rentre dans la bergerie. Et il y a beaucoup de bergerie dans le livre de François Mitterrand.

Union nationale

Plus subtile est la démonstration de Jean Poperen. Disons-le de suite et clairement, son livre est parmi les plus intéressants que la crise de mai ait provoqués. Il tourne fondamentalement sur ce que le P.C.F. aurait pu et aurait dû faire.

Peu important, ici, les humeurs, les méchancetés gratui-



Collombert

tes, ou les inexactitudes de fait concernant notre Parti. En vérité Jean Poperen reste fasciné par le Parti communiste et raisonne sur celui-ci, de l'intérieur, comme quelqu'un qui voit avec regret, l'incroyable dérivation du P.C.F. par rapport à lui-même. Pareille aventure est arrivée à Annie Kriegel, à la fin de sa remarquable étude sur les communistes français (2), quand elle a été amenée à juger l'attitude du P.C.F. en mai.

La critique ici en effet ne se situe pas à gauche. Ce n'est pas en fonction de perspectives révolutionnaires que le P.C.F. est jugé. Mais en fonction d'une issue politique qui aurait pu se produire, si le P.C.F. et les autres (envisagés comme forces mineures) avaient su rassurer.

Jean Poperen insiste, dans un des chapitres clefs de son livre, sur le sens qu'il fallait donner, selon lui, à la tentative Mitterrand-Mendès France. Selon la vieille tactique de Tho-

rez, il prône l'union nationale, dont le mouvement ouvrier pouvait être, à la fois, une composante et l'élément contestataire. C'est dans la mesure où le P.C.F. — tout en gelant d'autres possibilités — ne s'est pas prêté à ce jeu qu'il est critique et sévère. Sans apparemment tenir compte de tout ce qui était en mouvement, et qui interdisait au P.C.F. — gardez-vous à gauche, gardez-vous à droite — de procéder ainsi.

Il est vrai que de « contrat d'unité » en « garanties de ce contrat », jusqu'à « l'unité nationale » ici prônée, Jean Poperen s'est enfoncé dans ses propres mythes.

Curieux destin, d'une intelligence exceptionnelle et d'un talent sûr, aujourd'hui enfoncé dans les impasses qu'il a lui-même construites.

(1) « Ma part de vérité », François Mitterrand. Editions Fayard.
« Une stratégie pour la gauche », Jean Poperen. Editions Fayard.

(2) Editions du Seuil.



Elie Kagan

nouveauté

PREMIERS PAS EN ECONOMIE

J.M. Albertini

Une grande date en pédagogie et en économie. Le lecteur découvre qu'il fait de l'économie sans le savoir et peut en savoir davantage. Une nouvelle méthode d'initiation active et agréable. Une économie sans secret pour tous ceux qui acceptent de suivre les conseils de J.M. Albertini.

1 volume - 24,00 F

EDITIONS OUVRIERES

Crime et châtiement

Michèle Descolonges

Nous souffrons de la solitude. Physique, morale, elle est expérience individuelle et fait collectif.

L'expérience individuelle, Gabrielle Russier professeur de lettres au lycée Nord à Marseille, l'a vécue. Le fait social c'est l'énorme machine (la famille, les voisins, l'université, la justice) qui a rempli sa fonction et rejeté l'élément non conforme aux normes.

Premier scandale

Gabrielle était une femme de 32 ans qui aimait un homme de 17 ans. De cela l'opinion publique s'émouvait. Si un homme de 32 ans avait aimé une femme de 17 ans, personne n'y eût rien trouvé à redire. S'il avait eu 60 ans, les langues auraient marché, on aurait soupçonné l'argent, mais l'on pardonne à quelqu'un d'aimer l'argent, et puis il y a des automnes « flamboyants ».

Le premier scandale c'est que cette femme était la plus âgée. Selon une mythologie qui dure encore, elle ne pouvait être qu'une dévoreuse, qui prenait à ce jeune homme ses forces. On refuse à une femme de vouer un amour autre que maternel à un homme plus jeune qu'elle. Les mythes ont la vie dure et malgré la liberté de mœurs qu'affiche parfois notre société, le rôle de la femme demeure, en dernière analyse, d'être la mère.

Toute femme qui contrevient à ce rôle est suspecte. Après le suicide de Gabrielle la presse dit : « On l'a mise en prison avec les prostituées, quel choc cela a dû être ! » Pour un peu on lui pardonnerait d'avoir aimé, puisqu'il reste des repoussoirs : les mauvaises femmes.

On pourrait presque lui pardonner car elle a « succombé à son amour ». Dans notre société l'initiative amoureuse revient à l'homme, et l'on ne tolère le renversement des rôles qu'à des prostituées. Or, étant la plus âgée, Gabrielle apparaît comme ayant eu l'initiative. Cela met en évidence, de façon éclatante, l'existence de

liens sexuels et on ne peut le supporter.

Un petit détour

Gabrielle était professeur et l'homme qu'elle aimait, son élève. Ce fut le deuxième scandale. Elle a failli à sa mission d'éducatrice — encore une fois, à son rôle de mère. Alors, parlons un peu de ce détournement de mineur.

N'avons-nous pas aussi été détournés ? Au profit du respect et de la soumission, le laminage est continu car érigé en système social. Il commence dès l'école primaire et finit par nous modeler. Mineur ou majeur, les moyens sont peut-être différents, mais le résultat le même. Et l'on reproche à Gabrielle Russier d'avoir rompu un ordre où les choses étant ce qu'elles sont, un professeur est professeur, et femme... par accident.

Quant au « mineur » on pourrait en rire. Car personne n'a jamais considéré qu'un homme était trop jeune à 17 ans pour travailler ou s'engager dans l'armée — activités adultes.

Le malheur vient de ce qu'un mineur est propriété de ses parents. Qui va contredire ce droit de propriété ? Ni l'université, ni la justice. La justice n'est pas injuste, elle est le reflet et le régulateur d'une structure sociale. L'université de même.

Puisque l'histoire a mal fini elle devient « un drame de l'amour ». La morale est sauve, il y a eu châtiement ; donc la faute est effacée.

Nous pouvons désormais nous apitoyer — d'autant mieux que nous pouvons nous dire, en toute bonne conscience, que Gabrielle ne méritait pas un châtiement si fort pour un tel crime. De tous ceux qui s'attristent maintenant, combien se sont insurgés il y a quelques semaines, quand il était encore temps ? Mais il y a le bien d'un côté et le mal de l'autre. Ceux qui sortent des sentiers battus sont du côté du mal.

La vérité est absolue n'est-ce pas ? La solitude aussi, dans la même mesure. □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS DU SEUIL

- LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel 7,50 F
- DEVELOPPEMENT ET SOCIALISME, de René Dumont 24,00 F
- LE JAPON - 3^e GRAND -, de Robert Guillain 24,00 F
- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, de François Fetjö
 - Tome I - l'Ere de Staline 30,00 F
 - Tome II - Après Staline 36,00 F
- HO CHI MINH, de Jean Lacouture 6,00 F

EDITIONS MASPERO

- ROSA LUXEMBURG, Œuvres
 - Tome I 6,15 F
 - Tome II 6,15 F
- SUR LE FASCISME, de Daniel Guérin
 - Tome I, la Peste brune 6,45 F
 - Tome II, Fascisme et grand capital 6,15 F
- LA REPONSE SOCIALISTE AU DEFI AMERICAIN, de Ernest Mandel 8,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine .. 15,00 F
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine .. 20,00 F
- MARX ET ENGELS, D. Riazanov (conférence faite au cours de marxisme à l'Académie socialiste en 1922) 15,00 F

EDITIONS OUVRIERES

- LES ROUAGES DE L'ECONOMIE, J.-M. Albertini 11,40 F
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, Jean-Luc Bodiguel 26,00 F
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, Jean Bron
 - Tome I, le Droit à l'existence 18,00 F
 - Tome II, en préparation
- CONNAISSANCE DE L'ENTREPRISE, Maurice Cliquet 9,00 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

- LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE, Tables rondes avec J.-M. Vincent, Ernest Mandel, M. Bridier, Y. Craipeau, P. Naville 12,00 F



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e C.C.P. 58 26 65**

COMMUNIQUEZ plus souvent, plus vite, plus net.

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accroît : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut "sortir" des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement. Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

**PARIS XII^e - Part. à part. -
Pavillon R.C. + 2 étages -
Surface 210 m2 - 2 grands livings - 4 ch. - Grande cuisine aménagée - Terrasse - Garage - Tél. - S. de bains. Sacrifié cause départ.
Ecrire « Tribune Socialiste ».**

A la Caisse des dépôts, pouvoir des technocrates ou contrôle des travailleurs

Victor Carly

Etrange établissement que la Caisse des Dépôts et Consignations ; avant 1945 elle ne faisait que justifier son appellation en garantissant aux intérêts financiers particuliers, face à l'Etat, un asile sûr.

Depuis, l'Etat capitaliste, se gardant bien de remettre en cause la loi de 1816 qui l'instituait, a trouvé en elle une soupape de sécurité pour son économie.

Des sommes considérables sont ainsi remuées chaque année et on ne compte plus les secteurs d'intervention de la Caisse des Dépôts, véritable banque d'investissements au service du capitalisme.

S'agit-il du logement (S.C.I.C.), de l'aménagement du territoire (S.C.E.T.), du développement des pays sous-développés (S.E.D.E.S.), des collectivités locales (C.A.E.C.L.), la marque de sa présence se retrouve partout ! A la Bourse même, son influence est certaine et il n'y a pas jusqu'au secteur des assurances qui ne soit touché par sa « grâce ».

Cette nouvelle politique ne date pas d'hier, elle a vu le jour au lendemain de la guerre de 39-45, c'est aujourd'hui seulement que son plein effet est apparu.

Au fur et à mesure de cette expansion, les besoins en personnel se firent plus pressants. Réparti dans quatre villes importantes (Paris, Arcueil, Angers, Bordeaux), avec des ramifications dans ce que l'on appelle les délégations régionales (Lyon, Rennes, Nancy, etc.), le personnel est en majorité composé de femmes, il est recruté principalement au niveau du B.E.P.C. Il est doté du statut des fonctionnaires mais perçoit son traitement sur les fonds propres à la gestion de la maison et non sur le budget de l'Etat comme dans les autres administrations. En matière de promotion, c'est l'anarchie ; les avancements se font tantôt par concours, tantôt par ancienneté ou simultanément. Les grades sont multiples, hybrides et ne recouvrent bien souvent aucune fonction spécifique. Cela crée des tensions dans les services et facilite la division au sein des personnels. Rien de bien nouveau sous le soleil en quelque sorte, il est certain que les vieilles recettes qui ont fait leur preuve sont toujours employées, il est dommage que la classe ouvrière s'y laisse encore prendre.

Sur le plan des institutions sociales, il est vrai que le passage au poste de directeur général de François Bloch-Lainé a apporté beaucoup dans ce domaine, les colonies de vacances, la mutuelle, le restaurant d'entreprise... Tout cela connaît un nouvel élan, traité dans un style paternaliste. Les organisations syndicales coopèrent à la gestion mais sans contrôle véritable. Elles essuient les plâtres, se confinent dans une situation fautive

qui les amènent communément à servir de bouc émissaire, lorsque par moments la direction décide de ne plus accorder, ou de restreindre, certains avantages octroyés auparavant. Pour « faire bien », de temps en temps, deux ou trois de leurs demandes se voient agréées, ce qui semble justifier à leurs yeux une telle attitude.

Celle-ci s'admettrait à la rigueur si au moins, en contrepartie, exposé était fait de la situation à l'adhérent pour son information, afin qu'il juge et qu'il apporte ses idées, ses suggestions, sur le moyen de lutter efficacement dans ces organismes. Mais rien de ce qui se passe ne transpire ; hormis chez les « initiés », les fins limiers, les militants qui provoquent l'aveu. La crainte de voir s'envoler les avantages acquis conduit à la défensive les représentants du personnel, on se satisfait de maigres faveurs accordées.

Reste le sujet brûlant, à l'ordre du jour. En effet, la Caisse des Dépôts et Consignations est en passe de devenir le cobaye de l'informatique, à la sauce technocratique.

Le progrès ici est une odeur naturelle ; depuis longtemps, un atelier classique, puis deux, puis trois, ont commencé leur hibernation, ils végètent. Beaucoup auraient souhaité liquider ces engins préhistoriques si — hélas ! cela existe encore — il n'y avait eu des opérateurs en prime à mettre au rebut. On ne licencie pas commodément un fonctionnaire, quel ennui !

Alors tout doucement, sans bruit (une habitude de la maison !), on a échafaudé une « solution finale au problème des mécanographes ». En recaser quelques-uns dans ce que l'on appelle traitement automatique de l'information (T.A.I.) ; des recyclés, quoi ! Oh ! quelques-uns, ou quelques-unes, par-ci, par-là, pour exhiber, se faire une conscience. Les autres, impossible, les tests prouvent qu'ils ne sont pas récupérables. Et puis, et puis... mais cela, il ne saurait être question de l'avouer, on préfère une alternative plus conforme à ses vues.

Les technocrates, c'est bien connu, ça n'existe pas.

Pourtant, on reconnaît leur influence dans chaque décision nouvelle qui influe sur la réorganisation des services de la maison. La rentabilité, la rationalisation des méthodes de travail. Au bénéfice premier de la machine, en l'occurrence l'ordinateur.

Mais, pour noyer le poisson, il y a les colloques ! C'est beau, orchestré. Mais, pour les béotiens que l'on se garde de mettre au parfum, ce n'est d'aucune utilité.

Alors, on parle de l'exemple américain, du bien-être pour tous dans la joie d'un travail nouveau exaltant. On s'y croirait... Mais il y a la réalité présente qui inspire moins...

Toute cette mise en scène n'a été montée que dans un seul but : justifier le pouvoir des technocrates ; faire passer ceux qui s'opposent, non au progrès, mais à leur diktat, pour des éléments rétrogrades. La ficelle est bonne, un peu grosse cependant.

Il est évident que des réformes s'imposaient depuis fort longtemps dans les administrations ou dans les entreprises du même genre. Le progrès est nécessaire ; il triomphe toujours, et ce n'est pas un mal, au contraire ! Mais doit-on, pour cela, accepter les contraintes des technocrates ? Dans une société comme la nôtre, le progrès soumis à ces gens ne peut être que défavorable aux travailleurs.

Seule, une société basée sur le socialisme véritable peut amener chacun à bénéficier des bienfaits de la révolution technique : réduction des horaires de travail, par exemple.

Ce que constatent les fonctionnaires, aujourd'hui, à la Caisse des Dépôts, comme dans d'autres secteurs, c'est une indifférence à leur égard, un mépris de leur dignité. Il n'y a que peu de pas à franchir alors pour engendrer une hostilité qui, tôt ou tard, amènera la révolte.

Il faut imposer notre contrôle dans un premier temps. Les syndicats ont un rôle à jouer en informant dès maintenant leurs adhérents des dangers qui nous guettent ; ils le peuvent, le voudront-ils ?

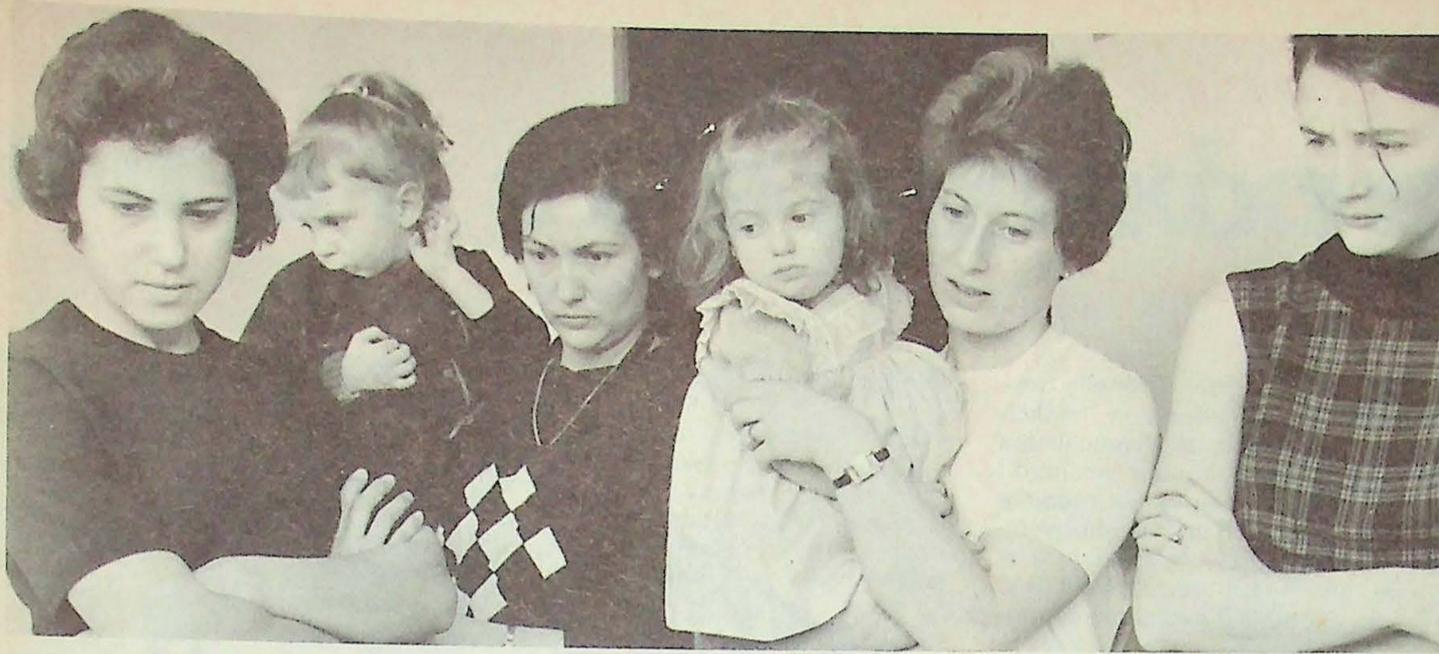
Il ne suffit plus de réclamer un reclassement des anciens personnels mécanographes, il faut savoir, à l'avenir, se faire respecter en allant au devant des difficultés et en les résolvant pour le seul bénéfice des travailleurs.

Les fonctionnaires doivent savoir que, demain, comme les ouvriers, les étudiants, les paysans, ils devront prendre en main leur propre destin. Tant pis pour ceux qui n'auront pas voulu comprendre, il sera trop tard !

LE STAND

Gestetner
DU SICOB
sur votre bureau

De nombreux responsables d'entreprises et de l'administration profitent chaque année du Sicob pour faire connaissance, au stand Gestetner, avec les derniers perfectionnements de la duplication stencil et offset. Même si vous ne pouvez pas venir, vous connaîtrez les progrès que Gestetner apporte à votre dynamique de communication : simplicité, rapidité, qualité des tirages, établissement aisé des stencils ou plaques. En effet, Gestetner vous propose sa documentation "SICOB 1969" où vous trouverez d'intéressantes précisions sur les méthodes, les matériels, les résultats.
Au Sicob (Stands 2.200 et 2.201 - Niveau 2 - Zone B) Gestetner reçoit "l'homme qui décide en matière de multicopie". Initiation-éclair à l'offset, et débats entre managers. Tous renseignements auprès de Mme NYS - GESTETNER - Service 969 - 71, rue Camille-Groult - 94-VITRY - Tél. : 672.47.85.



Collombert

Rentrée agitée à la Caisse d'allocations familiales

Philippe Guyot

Lundi 1^{er} septembre, c'était la rentrée pour de nombreuses catégories de personnel, et notamment les guichetières de la Caisse d'Allocations Familiales, chargées de la réception du public. En deux heures, ce lundi matin, on pointait quelque douze cents personnes venues percevoir leurs allocations. De l'autre côté des vitres, trente-cinq employées étaient censées, dans le minimum de temps, traiter cette masse de cas, souvent complexes. Ce n'est un secret pour personne que la législation sociale est de plus en plus ardue et impose donc des attentes de plus en plus longues, au bout desquelles l'allocataire s'en va, quelquefois sans argent. De plus, les travailleurs constituent une forte proportion des visites rendues aux guichets, ce qui entraîne des difficultés supplémentaires, notamment en raison de la diversité des accords internationaux et du manque d'interprètes.

Ces conditions de travail difficiles étaient parfaitement connues de la direction générale de la Caisse. En février 1969, les guichetières lui avaient adressé une lettre collective, espérant obtenir une réponse qu'elles n'ont jamais reçue et, depuis, aucune solution pratique n'a été apportée. Aussi, ce lundi matin, quand les guichetières découvrent, en prime, que le système pneumatique ne fonctionne pas et que, d'ailleurs, elles ne sont pas ravitaillées en cartouches, la goutte d'eau fait déborder le vase et la colère, aboutissement d'un lé-

gitime mécontentement accumulé de longue date, les prend. C'est la grève avec occupation du lieu de travail jusqu'à obtention des revendications.

Au service du public

Plusieurs faits sont remarquables dans ce mouvement. Mais le plus notable me paraît être qu'à côté de revendications quantitatives — revalorisation immédiate de la prime de contact, inchangée depuis sa création, et obtention de la prime de qualification de 15 % que certains personnels techniciens, comme à la Caisse vieillesse, perçoivent déjà — ce sont les revendications qualitatives qui expliquent et motivent ce conflit. En effet, pour les guichetières de la rue Viala, lutter pour l'amélioration de leurs conditions de travail ne s'apparente en rien au combat d'une catégorie de travailleurs contre d'autres. Elle est au contraire une lutte pour faire de la Caisse d'Allocations Familiales un organisme social digne de ce nom. Il faut bien dire qu'en ces temps de démantèlement des services publics, leur combat au service de la collectivité, et donc des autres travailleurs, est exemplaire.

La blouse blanche ne suffit plus

C'est sans doute cet aspect qui explique les échecs de toutes les manœuvres de la direction. En ef-

fet, celle-ci a tout tenté : dresser le public contre les guichetières en refusant de l'informer des véritables raisons de la grève, repousser le plus possible les négociations avec les représentants syndicaux pour tenter de faire pourrir le mouvement, faire appel aux techniciens d'autres services pour remplacer provisoirement les employées à la réception. Mais ces tentatives ont été autant d'échecs et, en particulier, malgré le rôle

trouble de certains cadres, aucun service n'a consenti à effectuer des remplacements. Bien au contraire, ils se sont tous déclarés solidaires, affirmant que, d'une manière générale, le bon accueil du public découlait des conditions de travail et de la bonne marche du service.

Pour les grévistes, cette solidarité de leurs compagnons de travail a été un important élément de prise de conscience. Tout comme les Russes et la mauvaise foi de leur direction. Tout comme la notion qui a commencé à se faire jour que ce qu'on exigeait d'elle, ce n'était pas un travail consciencieux et utile, mais du rendement, tout simplement. Non, vraiment, elles n'auraient jamais cru qu'on pût les traiter ainsi ! Parce qu'elles portent une blouse blanche et qu'elles sont bien habillées, elles ne se considéraient pas comme des « ouvrières », jugeaient cela offensant, n'avaient que mépris pour les syndicats ; quelques-unes m'ont confié, un peu honteuses, qu'en mai 68 elles avaient eu peur et qu'elles « n'étaient pas avec les ouvriers ». Aujourd'hui, elles découvrent d'elles-mêmes qu'il n'y a pas loin de la blouse blanche au bleu de travail et qu'elles sont soumises aux mêmes critères d'exploitation et aux mêmes mécanismes de domination. Alors, elles retrouvent le chemin de l'action syndicale et, avec la foi un peu naïve des néophytes, elles proclament leur volonté de lutte et leur sens de la solidarité. Un vieux militant syndicaliste, rencontré rue Viala, m'a dit, avec une pointe d'admiration dans la voix : « Tu as vu ce que ça peut faire, quarante bonnes femmes en colère ? » J'ai vu, mais je sais aussi que ce qui est important, c'est qu'à ces quarante-là s'en ajouteront demain quarante autres. Et que c'est dans la lutte de chaque jour, à la base, que s'imposera le contrôle des travailleurs sur les conditions de leur vie dans l'entreprise. □

lisez
le P.S.U.
et l'avenir socialiste
de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"
54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e
C. C. P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

Les promesses que

Michel Breton

En moins d'un an voici le deuxième plan d'austérité que le pouvoir cherche à imposer aux Français.

En novembre 1968, il s'agissait de faire supporter aux travailleurs les conséquences de la politique patronale de hausse des prix et de la fuite des capitaux à l'étranger.

Aujourd'hui, le gouvernement veut « réussir » la dévaluation à laquelle il a été contraint par l'attitude des milieux d'affaires.

A chaud...

En effet la dévaluation n'a pas été, comme le prétendent MM. Pompidou et Giscard d'Estaing, une décision mûrement réfléchie, prise « à froid », mais bien une opération réalisée « à chaud » et dans la précipitation, parce que, contrairement aux espoirs de Pompidou, la fuite des capitaux ne s'est pas arrêtée après le départ du général de Gaulle ni même après son accession à la présidence de la République.

Elle s'est prolongée durant le mois de juillet, de sorte que, le 8 août, les réserves de devises étaient d'un niveau beaucoup plus faible que ne le pensaient tous les observateurs et sans doute inférieur à 1 milliard de dollars.

La dévaluation est bien un constat, mais le constat de l'impossibilité pour le pouvoir gaulliste puis pompidolien d'imposer aux capitalistes français une politique qui ne soit pas exactement conforme à leur conception de leurs intérêts immédiats.

Annuler Grenelle...

Car finalement la dévaluation s'explique essentiellement par le souci de la bourgeoisie française d'obtenir des avantages de revenus qui ne soient pas inférieurs à ceux acquis par les travailleurs à l'issue des grèves de mai-juin 1968 : accroissement des profits par la hausse des prix, développement de la spéculation, revendication et obtention d'avantages fiscaux.

Les classes possédantes ont obtenu satisfaction : disposant du pouvoir non ou mal contrôlé de fixer le niveau de leurs revenus à travers la fixation des prix des produits et services de leurs entreprises, ayant sur l'Etat des moyens de pression suffisants pour obtenir des faveurs, fiscales ou autres, elles ont bénéficié en 1968 et en 1969 d'une augmentation des revenus et des profits dans la plupart des cas supérieure à celles décidées pour les salariés à la suite de Grenelle.

Les accords de Grenelle représentaient l'acceptation implicite par les dirigeants syndicalistes du maintien du pouvoir économique et politique de la bourgeoisie en contrepartie d'une modification de la répartition du revenu national en faveur des travailleurs. Depuis 18 mois l'évolution économique et politique de la France a été marquée fortement par la politique du capitalisme de « rat-trapage » des accords de Grenelle. Le résultat a été la hausse rapide des prix et la spéculation financière, conduisant inévitablement à la dévaluation du franc dans la mesure où le gouvernement était incapable de s'opposer à ce comportement naturel du capitalisme français.

La conclusion que des socialistes doivent tirer de cette expérience est que dans le système capitaliste français une modification sensible de la répartition des revenus en faveur des travailleurs est impossible sans un bouleversement de la nature du pouvoir économique et politique.

Une opération mal partie

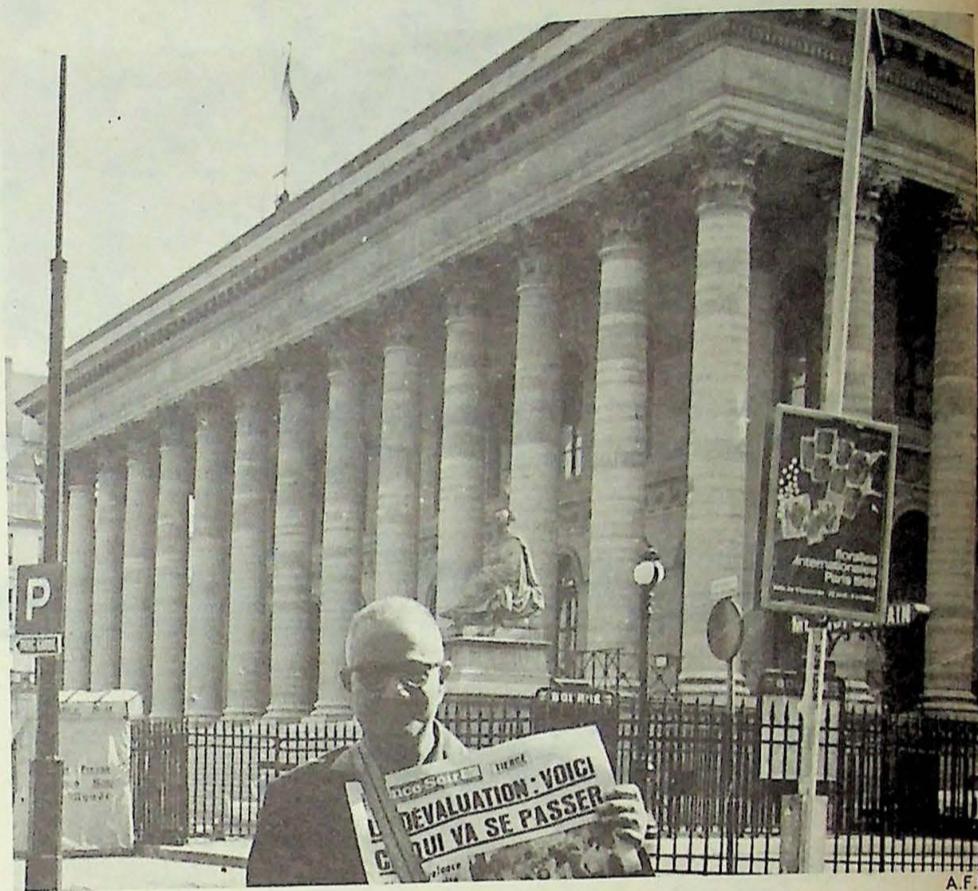
Mais l'évolution inflationniste de l'économie et la politique ouvertement favorable à la dévaluation des milieux d'affaires français ont conduit le gouvernement à réaliser cette opération dans les pires conditions alors qu'il pouvait espérer attendre une modification générale de la valeur des monnaies occidentales pour dévaluer le franc en douceur.

L'opération dévaluation, en effet, se présente mal pour deux raisons principales :

— elle a été limitée à un taux modeste afin de ne pas prendre l'initiative d'une crise monétaire internationale et de jouer le jeu de la solidarité atlantique,

— l'économie française est dans un climat inflationniste, le rythme moyen actuel de hausse des prix est de l'ordre de 6% par an, de sorte que la rentrée devrait être marquée à la fois par la pression des achats des consommateurs pour se prémunir des augmentations de prix prévisibles et par les revendications de salaires des travailleurs soucieux de limiter les pertes de pouvoir d'achat.

Si l'on tient compte de la tendance traditionnelle des entreprises françaises, dans une situation de cet ordre, à majorer leurs prix de vente, la hausse des prix risque d'annuler progressivement les avantages de la dévaluation et de freiner le rétablissement de la balance commerciale, en même temps qu'elle suscitera un déve-



loppement des revendications salariales.

C'est pour éviter cette évolution, qui mettrait en cause son assise politique et sociale, que le gouvernement lance un plan d'austérité, destiné à gagner la « bataille du franc » et entonne une fois de plus le refrain bien connu de l'unité nationale et de l'intérêt général.

Des chiffres...

- Les réserves de devises :

Le 30 avril 1968 : 6 milliards de dollars environ.

Juillet 1969 : 1,3 milliard (sans doute moins d'un milliard le jour même de la dévaluation).

- Origine des pertes de devises :

Déficit commercial de juin 1968 à juin 1969 : 1,8 milliard de dollars environ.

Fuite de capitaux (spéculation des capitalistes français et étrangers) : environ 3 milliards.

Chaban « social »

Le plan d'austérité est présenté par ses auteurs sous des éclairages variables. Pour Giscard, il est plus dur que celui de 1963 ; pour Chaban, il ne demande pas des sacrifices, mais seulement des efforts et c'est un plan « social ». Ce terme de social est, en l'occurrence, une véritable mystifica-

tion. Il s'agit de mesures mineures qui relèvent de l'assistance ou de la charité à l'égard des « pauvres ». Qu'on juge plutôt :

- Augmentation de 0,27 F par jour de l'allocation aux personnes âgées.

- Versement, une seule fois, de 100 F aux familles à revenus modestes.

- Augmentation, en 1970, de 4,5 %, des allocations familiales.

Ces mesures destinées à impressionner l'opinion devraient être ramenées à leur juste valeur par les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Si le plan d'austérité n'est pas un plan social, c'est, par contre, un plan qui cherche à éviter un affrontement brutal avec les différentes catégories sociales, dans la mesure où, visiblement, le nouveau pouvoir ne se sent pas encore assez solide pour s'offrir ce luxe.

Ceci explique la multitude de mesures très diversifiées, la présentation par étapes successives et, finalement, une certaine timidité. La montagne accouche d'une souris. Dans la logique de la politique économique du gouvernement, cette timidité risque d'entraîner l'insuccès.

A l'égard des milieux capitalistes, il ne saurait être question d'austérité : pas de sanction contre les spéculateurs, pas d'impôt sur le capital et, surtout, pas de blocage des prix, le patronat n'avait pas apprécié celui institué par Giscard en 1963. Il y a des

tient Pompidou

encouragements à l'épargne mais aussi quelques mesures fiscales restrictives à l'égard des banques et des sociétés, mais mineures, qui ne modifient pas leur situation privilégiée sur le plan fiscal.

Pompidou tient à peu près sa promesse électorale à l'égard des commerçants et des artisans de supprimer la taxe complémentaire.

Alors que les salariés voient se maintenir une charge fiscale très forte, les petites entreprises individuelles sont les seules à recevoir des faveurs fiscales.

A l'égard des travailleurs, on ne s'attaque pas directement à leurs revenus mais on cherche à limiter leurs dépenses de consommation par des restrictions très sévères des crédits à la consommation.

Ne pouvant s'attaquer aux milieux capitalistes responsables et bénéficiaires de l'inflation et de la spéculation, le pouvoir n'ose pas non plus affronter directement les travailleurs et agit par des moyens indirects pour limiter leur pouvoir d'achat : crédit à la consommation, fiscalité sur les revenus, encouragement à l'épargne, limitation des crédits aux entreprises afin de les empêcher d'accorder des augmentations de salaires importantes, restrictions budgétaires.

L'avenir collectif sacrifié

La partie la plus importante du plan d'austérité va donc concerner les dépenses publiques.

Devant la difficulté de résoudre les contradictions économiques et sociales du capitalisme français, Couve de Murville avait choisi la fuite en avant, Chaban-Delmas, lui, sacrifie l'investissement collectif, c'est-à-dire le progrès technique et social.

Des mesures brutales sont prises qui intéressent l'année 1969 : blocage des engagements de dépenses d'investissement, blocage des dépenses de matériel de l'administration et du recrutement du personnel (sauf, tout de même, pour l'Education nationale).

L'équilibre du budget 1970, théorie chère à Giscard d'Estaing et aux vieux libéraux, est obtenu grâce à une augmentation des ressources fiscales de 12 % et à la stagnation des investissements collectifs.

Si, pour une fois, le budget des Armées est touché, mais pas la force de frappe, des coupes sombres sont faites dans la recherche scientifique (on ne fera plus que de la recherche « rentable » pour l'industrie privée...), dans les investissements des entreprises nationales (le secteur privé pourrait bien prendre en charge un peu

plus les transports ou le téléphone...).

Tous les investissements collectifs sont touchés : aménagement urbain, construction, santé, etc., ceci s'ajoute aux retards accumulés depuis le début du V^e Plan sur des projets déjà bien modestes.

Des victimes, les fonctionnaires

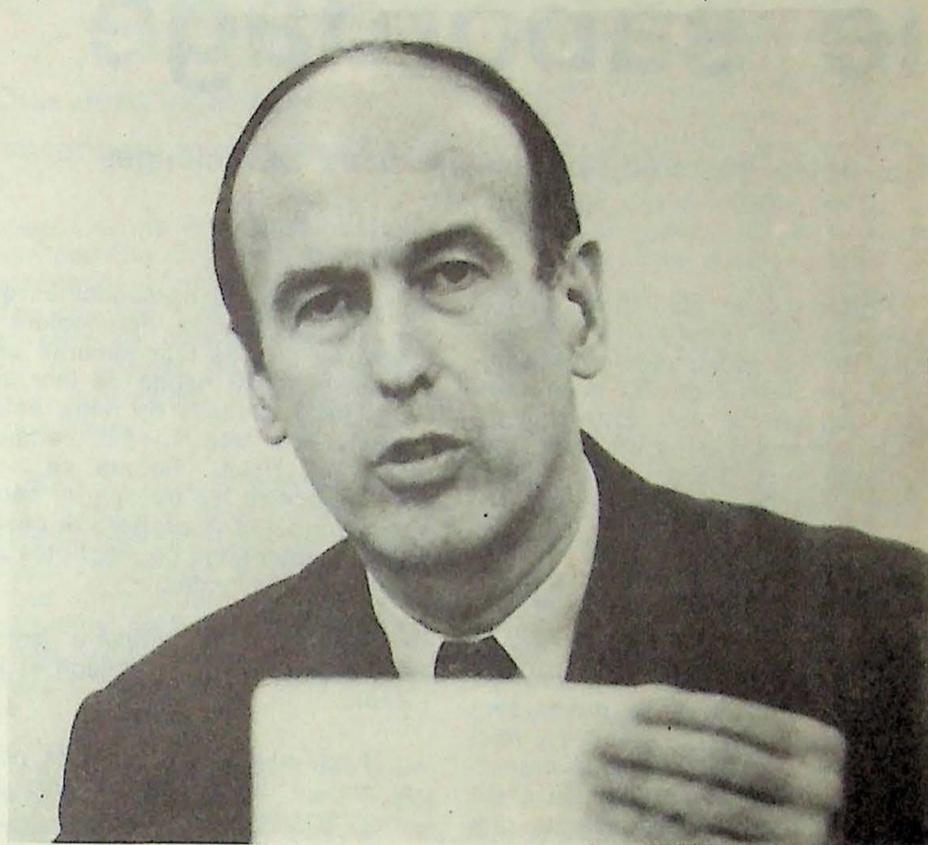
Si le gouvernement fait discrètement et indirectement pression sur le patronat, par le biais de la limitation de la trésorerie des entreprises, pour qu'il se montre sage en matière de salaires — mais cela dépendra du rapport des forces et de la combativité des travailleurs dans les différentes branches ou entreprises — il ne fait pas de cadeaux à ses propres salariés.

Le budget prévoit que le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur public ne devra pas augmenter entre juin 1968 et décembre 1970 ! En fait, avec les indices officiels des prix qui ne correspondent plus à la réalité, cela signifie une baisse du pouvoir d'achat réel.

Une nouvelle dévaluation

L'affrontement dans le secteur public sur ce problème risque d'être dur. On ne voit pas pourquoi les travailleurs accepteraient de se sacrifier pour la beauté de l'équilibre budgétaire alors qu'aucun sacrifice n'est demandé aux responsables et bénéficiaires de la dévaluation. Telles sont les grandes lignes de ce plan d'austérité compliqué dans ses détails, mais simple dans ses grandes lignes : tentative de freinage du pouvoir d'achat et de la consommation des travailleurs, consolidation des avantages acquis en 1969 par le capital, abandon progressif, des responsabilités de l'Etat. Peut-il réussir, c'est-à-dire limiter la hausse des prix, freiner la consommation intérieure pour accroître les exportations, assurer la confiance des capitalistes français et étrangers dans la nouvelle valeur du franc ? La prévision est difficile, car le succès de l'opération dépendra en grande partie de la situation du système monétaire international et de l'importance des mouvements spéculatifs prévus pour l'automne. Mais ce n'est pas un hasard si, dans certains milieux financiers, on parle de la possibilité d'une deuxième, petite, dévaluation du franc.

Sur le plan intérieur, les risques d'une poursuite de la hausse des prix, au-delà des prévisions rassurantes de Giscard d'Estaing,



Agip

Revenu capitaliste et revenu des travailleurs

● *L'évolution des revenus et des impôts en 1968 (chiffres tirés du rapport publié sur les comptes de la nation)*

en francs courants

Profit brut des entreprises privées non agricoles (résultat brut) : + 11,1 %

Salaires (nets des cotisations sociales) : + 10,9 %

Revenu brut des entrepreneurs individuels : + 7,8 %

● *Fiscalité*

Rendement de l'impôt sur le revenu des particuliers : (I.R.P.P.) : + 24,6 %

Rendement de l'impôt sur les sociétés : + 2,3 %

Rendement de la T.V.A. : + 10,9 %

● *Evolution des principales catégories de revenus entre 1962 et 1967 inclus*

Chiffres calculés en termes de pouvoir d'achat, c'est-à-dire en tenant compte de la hausse des prix :

S.M.I.G. : + 4 %

Taux de salaire horaire moyen : + 18 %

Revenu brut des entreprises individuelles non agricoles (commerçants, artisans, professions libérales) : + 28,6 %

Epargne brute des sociétés privées : + 40,5 %

sont réels, faute d'une véritable politique de contrôle des prix.

Les effets du plan d'austérité sur le niveau de la production et sur l'emploi ne seront sans doute pas sensibles avant plusieurs mois.

Si le gouvernement s'est efforcé d'éviter un affrontement violent avec la classe ouvrière, les travailleurs n'en auront pas moins de nombreuses revendications à défendre. Revendications de salaires d'abord, mais il est clair que l'important n'est pas le niveau nominal des salaires ni même seulement le pouvoir d'achat des salaires, mais l'évolution respective des différentes catégories de revenus (salaires, revenus du capital) et des différents niveaux des salaires. Les chiffres indiqués ci-contre sont significatifs à cet égard. Ils mettent en lumière à la fois la nécessité d'une lutte permanente des travailleurs pour l'augmentation des salaires et les limites de cette lutte dans la mesure où les entreprises capitalistes se montrent capables non seulement d'accorder des augmentations nominales de salaires, mais encore d'en tirer profit, tout en limitant les effets sur le pouvoir d'achat des travailleurs, par la hausse des prix.

C'est seulement lorsqu'ils exerceront leur contrôle collectif sur les objectifs du développement et la répartition de ses fruits que les travailleurs ne paieront plus les fruits de l'expansion à travers les hausses de prix. □

Tchécoslovaquie : le sabordage

De notre envoyée spéciale, Michèle Descolonges

Attendu avec inquiétude, l'anniversaire de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie ne semblait pas être organisé ni préparé par qui que ce soit. Pouvait-il en être autrement dans un pays dont le seul mot d'ordre est maintenant « résistance passive » ?

L'anniversaire

Depuis le début du mois d'août une lettre circulait que tout le monde avait lue, ou du moins dont on connaissait le contenu. En voici le texte : « Le triste anniversaire de l'occupation honteuse de notre chère patrie par des soldats dits « amis » approche. Les ennemis, avec à leur tête Husak, Indra, Bilak, Kolder et les autres, tâcheront de tromper les peuples tchèque et slovaque et de légaliser l'occupation du 21 août comme intervention nécessaire de nos « amis ».

Et c'est pourquoi ils ont dû écarter de la direction de l'Etat et de la

vie publique les personnalités qui, ant ce temps, défendaient le pays au prix de leur sécurité personnelle et au risque de leur vie. Ces héros actuels de notre patrie avec à leur tête Kriegel, Padman, Zatopek, Havel, Sabata se sont élevés contre les traîtres du genre de Strougal et Auersperg et dévoilent les intentions de nos hôtes qui n'étaient pas invités.

Notre peuple n'oubliera jamais nos chers héros Jan Palach et Jan Zapic.

Nous, ouvriers et étudiants, nous avons décidé de ne pas être relâchés par les persécutions.

Les compagnons de Husak ont voulu nous ramener à une époque que notre peuple n'acceptera jamais. L'histoire du monde montre que la trahison revient toujours comme un boomerang. Aussi les traîtres seront abattus par leurs actuels amis russes. En ce triste jour de l'anniversaire de l'occupa-

tion du 21 août nous devons agir en sorte que le monde se souvienne de l'action honteuse que l'U.R.S.S. a commise. Nous ne sommes malheureusement pas capables de nous défendre avec les armes, alors il ne nous reste plus que le dédain.

Voici les consignes qui montreront que personne n'oublie la journée de honte et qu'on ne se réconcilie jamais avec un tel genre de visiteurs :

1) Personne ne prend ni train, ni tram, sauf en cas de nécessité. On voyage ostensiblement à pied.

2) Le 21 août, personne ne va au cinéma, au théâtre, ni à toute autre distraction.

3) On orne les tombes des héros.

4) On ne danse pas.

5) On orne tous les tombeaux des personnalités célèbres de l'histoire de notre Etat.

6) A midi on arrête le travail pour commencer de commémorer les victimes de l'occupation et de la terreur actuelle.

Vive le peuple tchécoslovaque.

Honte à Husak.
Ouvriers et étudiants de C.S.S.R. »

L'affaire Penchenier

Après près de trois semaines de détention à Prague, Georges Penchenier, journaliste à Radio-Télé Luxembourg, vient donc d'être libéré et est rentré en France. Comme tous ses confrères, nous nous en réjouissons, sans oublier toutefois les conditions scandaleuses dans lesquelles son arrestation a été opérée, dans la soirée du 21 août, sur la place Venceslas. Mais, à vrai dire, notre protestation n'est pas que de principe. Au-delà du simple droit du journaliste à remplir sa mission d'informateur, ce qui nous inquiète dans l'attitude des autorités tchécoslovaques, c'est l'image qu'elles donnent au monde. Car enfin, quelles différences, dans les méthodes employées — du simple mensonge et de la violence policière à la tentative de fabrication de toutes pièces d'un faux procès politique — avec celles de n'importe quel Etat autoritaire ? Décidément, le printemps de Prague est bien terminé, l'affaire Penchenier en apporte, s'il était besoin, une nouvelle preuve. Mais, dans la conscience populaire mondiale, le socialisme n'en sort, hélas ! pas renforcé !

Les mains nues

On ne se bat pas les mains nues contre des half-tracks, des chars et des mitraillettes — ni contre les miliciens. Les manifestations souffraient du manque d'organisation, et la bataille se plaçait sur le terrain : qui occuperait telle place, tel quartier le plus longtemps possible. Mais à part quelques noyaux de jeunes ouvriers pour la plupart, qui amorcèrent des batailles de rue, la population était plus spectatrice qu'active.

Le déploiement de forces montrait que le gouvernement ne se laisserait pas faire. L'intervention de la milice « ouvrière » — mines patibulaires et mitraillettes — en même temps qu'elle provoquait les quolibets, c'est à elle que l'injure « gestapo » était le plus volontiers crée, refroidissait les ardeurs. L'opinion lui attribue les morts par balles — peut-être une dizaine dans l'ensemble du pays.

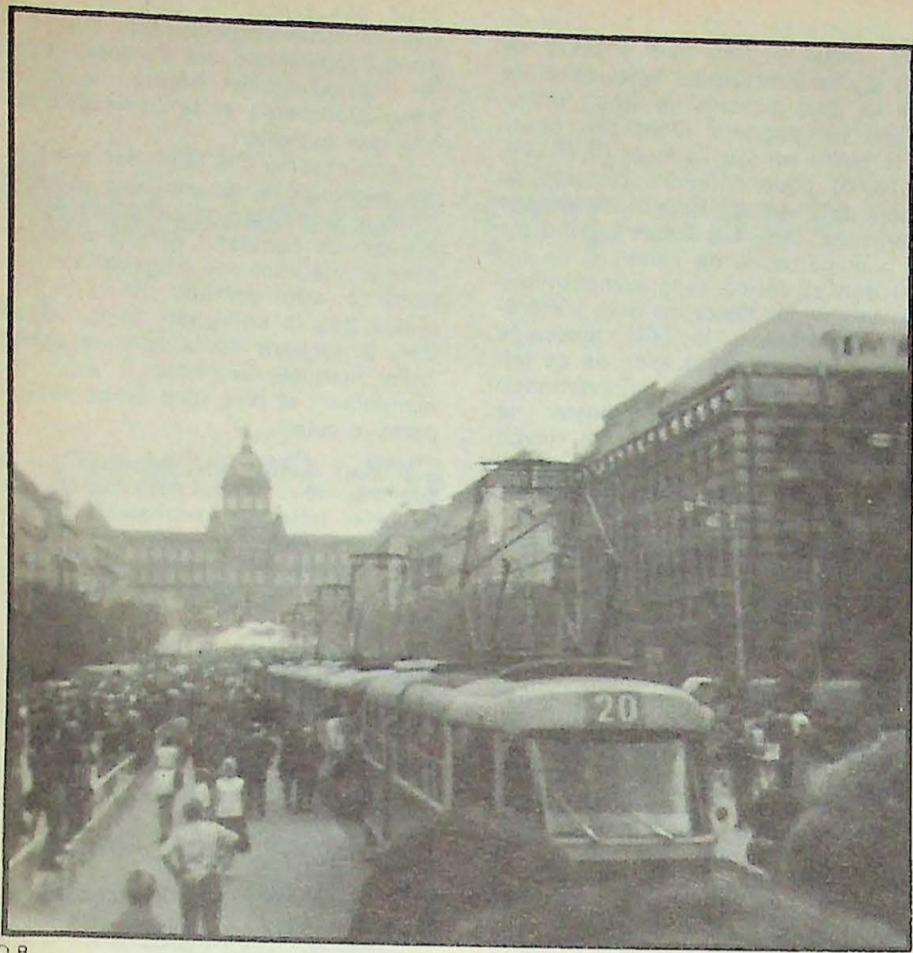
La milice est en principe le peuple armé. En fait, les miliciens sont devenus, dans les entreprises, les permanents du parti communiste, et servent de flics — imaginez nos C.D.R. et nos S.A.C. armés... Rude Pravo, organe du parti communiste, du 22 août publiait en première page la lettre des miliciens de Bra-

P. G.



D.R.

Des miliciens



D.R.

La manifestation du 21 août sur la place Venceslas.

tislava, capitale de la Slovaquie, adressée aux miliciens de Prague : « En ce moment très difficile pour vous, nous sommes toujours avec vous. Nous sommes sûrs que vous accomplirez toutes les tâches que nous avons en ce moment. A Prague vos travaux sont difficiles et nous sommes très heureux que par l'accomplissement de vos tâches très importantes vous montriez votre accord avec notre parti. C'est votre position que vous avez montrée lors des derniers combats contre les contestataires de notre république. Nous voulons que vous soyez sûrs que nous aussi à Bratislava, nous sommes prêts et que nous sommes capables de mettre en pratique la phrase de Clément Gottwald : « Nous ne permettons pas que quiconque conteste notre république. »

A des regards étrangers les signes de boycott semblaient mal suivies : quelques magasins étaient ouverts, quelques restaurants aussi, des tramways circulaient en fin de journée. De l'avis des Tchèques cependant c'était une réussite.

Le 22, en apparence la vie avait repris son cours. Place Jean-Hüss les cars de touristes avaient remplacé les cars de miliciens. Les grèves persistaient dans certaines entreprises. On en était informé par les journaux et les radios qui précisaient par exemple que « le travail est normal dans la mine OKR » (à Ostrava, en Moravie du Nord), conclusion tirée : il se passe quelque chose là bas.

L'arme véritable contre le gouvernement, et contre les Soviétiques, c'est le travail ou plutôt le non-travail, le sabotage déguisé.

Travailler

Rude Pravo publiait le 22 un « appel des citoyens de tous les arrondissements de notre république » : « Le travail : notre réponse aux contestataires ».

Le ralentissement de l'activité économique est frappant. On peut se promener dans Prague, voir 10 chantiers en 2 heures, 9 fois sur 10 les ouvriers seront en train de faire la pause. De l'avis du responsable d'une section du ministère du Travail, le temps réellement travaillé est passé maintenant à 3 ou 4 heures par jour.

Il devient impossible de faire réparer une voiture, un robinet qui coule ou un réfrigérateur si l'on ne verse pas un pourboire substantiel (de l'ordre de 500 couronnes pour la réparation d'une voiture — le salaire moyen étant de 1.700 couronnes on voit ce que cela représente). Impossible aussi de se faire soigner sans pourboire.

Ce qui dépend du domaine public subit la plus grande mauvaise volonté : les rues sont si mal réagoudonnées que le travail est rapidement à refaire.

Lors d'une discussion que nous avions le 22 août avec de jeunes Tchèques, deux tourneurs disaient, parodiant les membres du parti communiste, qu'ils vivaient pour travailler, deux autres — un typo et un musicien — envisageaient de partir en République fédérale allemande. Il n'y a évidemment pas de chiffre officiel dénombant le nombre de Tchèques qui partent s'installer à l'étranger. Un économiste de notre connaissance avançait le

chiffre de 8.000 médecins et de 70.000 cadres.

Ce qui est sûr c'est que le ministère du Travail et des Affaires sociales envisage pour les prochains mois de revoir la grille des salaires — qui en Tchécoslovaquie est une des plus faibles du « bloc » socialiste — et en particulier de valoriser, par le revenu, les professions demandant des études particulières.

Que sont devenus les conseils ouvriers ?

La réforme économique proposée par Ota Sik est peu mise en application. L'information est si filtrée que l'on a du mal à savoir où en sont les conseils ouvriers. Là où ils existent encore il semble qu'ils ne sont plus contrôlés par les travailleurs.

ROH, l'unique et puissant syndicat, marche la main dans la main avec la direction des entreprises. Dans l'entreprise à Brno où l'on nous affirmait que presque tout le personnel était syndiqué, deux ouvriers nous glissaient qu'ils n'y étaient pas obligés, mais que ça valait mieux.

Le désintérêt à l'égard de l'entreprise est quasi général. Cela a bien entendu une conséquence directe sur la production de l'entreprise et sur la production nationale, mais aussi détruit l'esquisse de nouveaux rapports sociaux et nouveaux modes de production nécessaires, non seulement à la Tchécoslovaquie, mais à tous les pays socialistes.

« La réforme du système de fonctionnement de l'économie va de pair avec la création de l'autogestion ouvrière en tant qu'institution, bien que tant son nom que son domaine de compétence et encore plus sa signification réelle ne soient pas partout les mêmes. Il est difficile de considérer que ce soit là un phénomène fortuit. La participation des travailleurs à la gestion constitue en effet un élément indispensable pour un système dans lequel la planification centrale est associée à un degré défini d'autonomie des entreprises. L'utilisation de cette autonomie, en vue de donner libre cours à une large initiative des sujets directs du procès de la production, exige que l'on fasse naître le sens des responsabilités et un intérêt pour les résultats économiques de l'entreprise envisagée comme un tout, chose que l'on ne peut obtenir sans une influence réelle du personnel sur les orientations fondamentales de l'activité de l'entreprise. La participation véritable du personnel à la gestion joue donc un rôle particulier du point de vue de l'élargissement des perspectives d'activité des entreprises. (...) L'atmosphère politique exerce une énorme influence sur le développement de l'autogestion ouvrière ;

c'est elle qui renforce le sentiment qu'il faut et qu'il vaut la peine de s'engager dans une affaire d'intérêt général. » (Wlodzimierz Brus.)

Une économie colonisée

Or l'intérêt général n'existe plus. Le sentiment qui domine c'est que le pays est systématiquement rançonné par les Soviétiques.

Dans l'immédiat : la valeur du rouble a presque doublé depuis 1 an, ce qui entraîne l'existence d'un trafic systématique. On racontait que des soldats russes venaient à Prague et achetaient 20 soutiens-gorge à la fois. Vraie ou non l'histoire traduit bien l'état d'esprit de la population, ainsi que les réelles facilités financières que les Soviétiques ont actuellement.

Autre signe, les bruits d'annexion qui circulaient à la fin du mois de juillet et au cours du mois d'août se rapportaient à des territoires riches en gisements d'uranium, proches de la frontière ukrainienne.

Indépendamment de l'intervention d'août 1968, l'économie tchécoslovaque, de par la répartition en différents secteurs de développement économique du « bloc » socialiste, et l'attribution à chaque pays de fonctions déterminées par l'ensemble du bloc, a une production nationale qui n'est pas en rapport avec les besoins de la population. Imposé pendant la période stalinienne ce fonctionnement de l'économie tchécoslovaque n'est plus accepté par la population.

D'autre part il empêche le développement d'une économie nationale. Le secteur imparti à la Tchécoslovaquie est celui de l'industrie lourde. Par contre les investissements dans l'industrie chimique sont dérisoires, ce qui a pour conséquence l'absence de produits tels que le nylon, et de graves répercussions sur l'agriculture : ni engrais, ni désherbants chimiques.

Sur l'agriculture rappelons les répercussions qu'ont eues les théories du Soviétique Lissenko — la génétique était une science « bourgeoise ». Un des résultats : la production moyenne d'une vache est de 2.000 litres de lait par an (2.400 à 2.500 en France).

Le fonctionnement de l'économie tchécoslovaque — priorité à l'industrie lourde — ne permet pas de satisfaire les besoins de la population en biens de consommation. Cela, les Tchèques ne le tolèrent plus. La résistance passive est selon eux le plus sûr moyen de gêner les envahisseurs. Le pays se saborde, et ne veut pas sombrer seul. Les Soviétiques ne pourront pas se permettre de perdre un tel navire. Reste à savoir si le chantage au sabotage est le plus sûr moyen d'arriver. Et puis arriver où ? □

La lutte d'Ho Chi Minh

Jean-Marie Vincent

La mort d'Ho Chi Minh n'appelle pas les commentaires hypocrites, les fleurs de rhétorique qu'on déverse sur les chefs d'Etat à leur mort. Il était avant tout un révolutionnaire et sans doute une des meilleures incarnations de la III^e Internationale, c'est-à-dire l'incarnation d'une période exaltante et douloureuse, riche en conquêtes, mais aussi en défaites et en erreurs du mouvement ouvrier international.



Dans sa jeunesse Nguyen Ai Quoc, le futur Ho Chi Minh, fut un précurseur. L'un des premiers, il se rendit compte que le combat pour l'émancipation nationale des peuples colonisés ne pouvait être séparé du combat du prolétariat pour son émancipation sociale. Avec une ténacité, une abnégation remarquables il contribua à la construction du mouvement communiste au Vietnam et en Indochine. Profondément attaché à son peuple et à sa terre natale, il était aussi profondément internationaliste et exempt de la suffisance chauvine propre à beaucoup de leaders communistes de l'époque.

Ho Chi Minh suivit jusqu'à la Seconde Guerre mondiale tous les tournants imposés à l'Internationale communiste par Staline, du sectarisme de la troisième période (la tactique du social-fascisme) à l'opportunisme de la période des fronts populaires. Mais il n'avait pas l'étoffe d'un carriériste conformiste. Chez lui la soumission à l'orientation générale décrétée par le Komintern n'alla jamais jusqu'à l'aban-

don de l'objectif stratégique : briser la domination coloniale.

Sa grandeur, son envergure en tant que chef révolutionnaire se manifestent dès 1941, lorsqu'il prépare son parti à la guerre populaire contre le colonialisme et ses complices vietnamiens. Contre les Français, les Japonais ou les Chinois de Tchang Kaï-chek il devient peu à peu le leader de la nation vietnamienne.

En 1945 l'insurrection populaire le porte à la tête de l'Etat vietnamien reconstitué, mais il doit très vite se rendre compte que la solidarité socialiste internationale proclamée dans les discours par les partis frères ne lui sera pas d'un grand secours dans la pratique. Le négociateur de Fontainebleau ne bénéficie d'aucune aide sérieuse des communistes français qui sont pourtant au gouvernement, pas plus d'ailleurs que des partis communistes au pouvoir. Avec son parti, avec le front Viet-minh il doit faire face à la tentative française de reconquête et mener une guerre longue et difficile.

Le triomphe de la révolution chinoise en 1949 lui permet d'aller plus vite à la victoire et de montrer en 1954 (Dien Bien Phu) que les peuples opprimés peuvent battre leurs oppresseurs. Mais le jeu des grandes puissances et même, semble-t-il, de la Chine populaire lors des négociations de Genève frustre son peuple d'une grande partie de sa victoire. La partition du pays est grosse de nouveaux conflits.

Confronté en 1960 à la création du F.N.L. dans le Sud, puis à partir de 1961 à une intervention américaine de plus en plus massive, le vieux lutteur et ses compagnons n'ont pas craint de remettre en jeu l'acquis (la R.D.V. au Nord) pour défendre l'intérêt du peuple tout entier. Face à l'escalade américaine, face à une des agressions les plus barbares de l'histoire ils ont tenu bon et donné sans compter leur aide aux combattants du Sud. L'entreprise impérialiste la plus puissante de tous les temps est allée de ce fait d'échec en échec, la démonstration néo-colonialiste et impérialiste de Johnson et du Pentagone qui devait aux yeux de tous démontrer l'impossibilité de la « subversion communiste » s'est retournée contre ses auteurs. En fait c'est le peuple vietnamien qui a montré au monde entier que l'ordre capitaliste et impérialiste était vulnérable malgré le recours aux techniques de destruction les plus perfectionnées.

Grâce au peuple vietnamien, grâce à Ho Chi Minh de 1964 à 1968 un véritable tournant s'est opéré dans l'histoire mondiale. Après des années d'assoupissement les étudiants, les jeunes travailleurs des pays impérialistes, frappés par la lutte exemplaire des combattants vietnamiens, ont réappris la lutte. Dans les pays dominés par l'impérialisme la lutte du peuple du Vietnam (du Nord au Sud) a nourri la réflexion des révolutionnaires, suscité de nouvelles énergies. D'ores et déjà, malgré des échecs successifs, les révolutionnaires d'Amérique latine se préparent à de nouvelles actions.

Ho Chi Minh était très conscient des implications internationales des affrontements qui se déroulaient et se déroulent encore dans son pays. En novembre 1967, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Révolution d'octobre, il publia un article dans l'organe central du Parti des travailleurs du Vietnam, qui était un véritable appel à la solidarité internationaliste, à la coordination entre l'action des mouvements de libération nationale et sociale des pays dits du tiers monde, l'action du mouvement ouvrier des pays capitalistes développés et l'action des pays non capitalistes (de la Chine à l'U.R.S.S.). Sous sa plume, les concepts de révolution mondiale, d'internationalisme prolétarien retrouvaient une nouvelle jeunesse. Ho Chi Minh n'instituaient aucune hiérarchie entre les trois secteurs de la révolution socialiste, il montrait bien plus leur étroite interdépendance et leur complémentarité sur le plan stratégique, quelle que soit par ailleurs l'importance tactique d'un secteur à un moment donné. Il ne subordonnait pas plus le combat dans les pays capitalistes que celui dans les pays sous-développés aux hypothétiques succès d'un tout aussi hypothétique camp socialiste. Pour lui, tous devaient contribuer par le maximum d'efforts à l'entreprise communiste.

On a beaucoup épilogué pour savoir s'il était pro-soviétique ou pro-chinois. En réalité, sa position ne pouvait être définie par des étiquettes aussi commodes. Ce qu'il défendit jusqu'à son dernier souffle par ses rappels constants à l'internationalisme prolétarien, c'est une certaine conception du mouvement ouvrier international marquée par ce qu'il y avait de meilleur dans l'Internationale communiste post-léninienne. Les sceptiques peuvent sourire de cette référence aux principes et la trouver naïve à une époque où les dirigeants soviétiques ne s'embarrassent guère de principes, mais tous ceux qui se refusent à jouer les blasés saisiront bien, eux, que par là Ho Chi Minh, le vétéran, tendait la

main aux nouvelles générations qui, sur les décombres du chauvinisme de grande puissance, du bureaucratisme, de l'opportunisme, bâtiront le nouvel internationalisme et la nouvelle fraternité des exploités.

La mort d'Ho Chi Minh est une grande perte pour son peuple. Mais le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre est de constater qu'elle n'est pas pour le Vietnam une tragédie, un coup porté à son combat. Ho Chi Minh n'était pas le coryphée de la Révolution, la lumière de la science universelle marxiste-léniniste. Il était tout simplement et bien plus un combattant parmi d'autres. □

● Pour approfondir davantage ce que furent la vie et la lutte d'Ho Chi Minh, on lira avec intérêt le remarquable livre de notre ami Jean Lacouture : « Ho Chi Minh », paru aux Editions du Seuil. En vente à la Librairie de « T.S. » : 6 F.



Ayant appris la nouvelle du décès du président Ho Chi Minh, je vous adresse, au nom du Parti Socialiste Unifié, le témoignage de notre émotion et de notre solidarité dans votre douleur.

Son combat était le nôtre, pour le socialisme, la liberté et l'unité du peuple vietnamien, la victoire contre l'impérialisme américain et les fantoches qui l'appuient. Ce combat continue : nous le mènerons avec vous, en gardant le souvenir du combattant révolutionnaire Ho Chi Minh dont la vie et l'action marqueront à jamais les générations socialistes à venir.

● Télégramme adressé par Michel Rocard, Secrétaire National du P.S.U., à la délégation de la R.D.V. en France.

Résistance populaire et « guerre sainte »

Henry Rosengart

Les appels à la « solidarité islamique » lancés, après l'incendie de la mosquée El Aqsa, par des gouvernements aussi peu suspects de progressisme que ceux d'Arabie Saoudite ou du Maroc (pour ne prendre que deux exemples caractéristiques) sont venus très opportunément apporter de l'eau bénite au moulin des forces réactionnaires du monde arabe. Au moment où la résistance palestinienne est dans sa phase de pleine croissance, l'appel au « djihad », par sa démagogie religieuse effrénée, tend à ramener la conscience politique des masses arabes à son niveau le plus bas.

Union sacrée ou union populaire ?

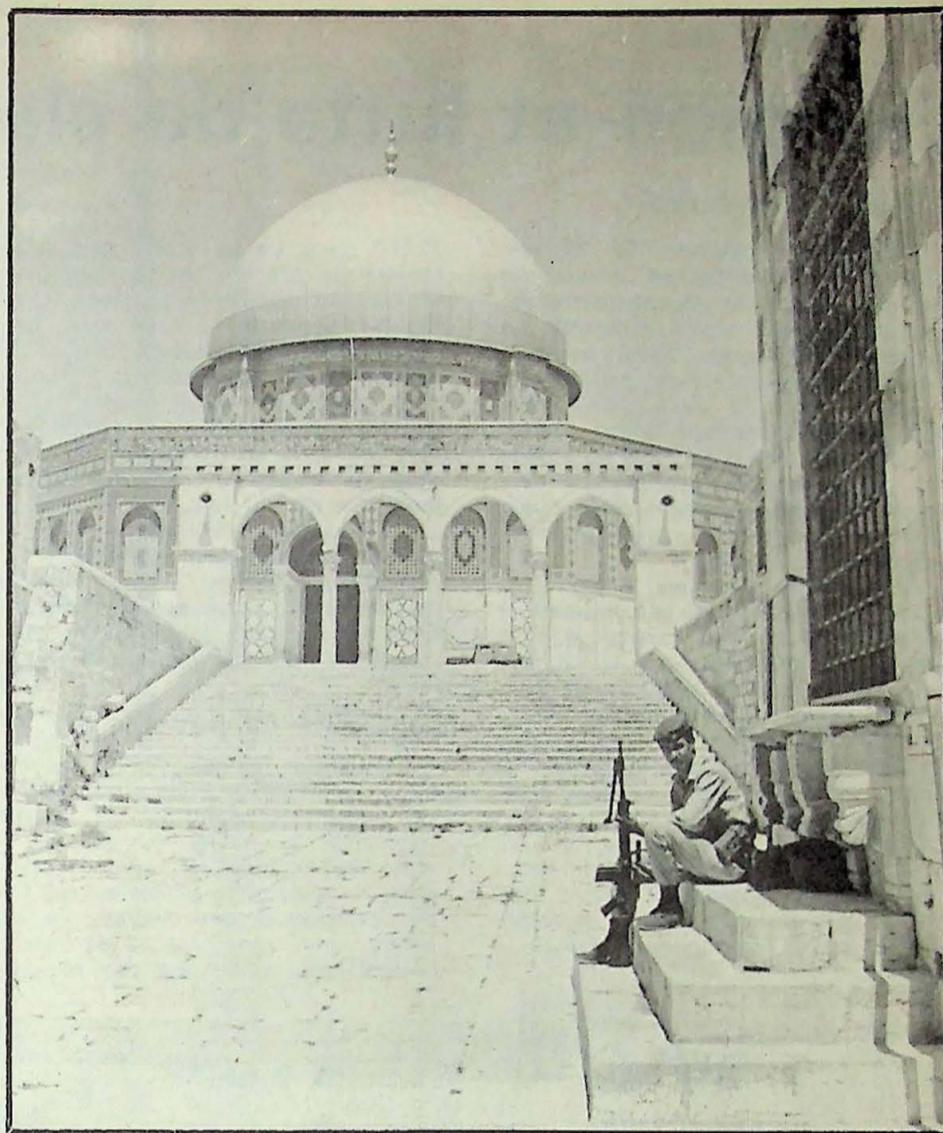
On a souvent noté, et à juste titre, que l'expression « guerre sainte » n'est qu'une traduction très impropre du terme « djihad », lequel se trouve ainsi revêtu du sens particulièrement barbare que le mot « saint » confère infailliblement au mot « guerre ». En fait, le terme arabe n'a pas de signification péjorative ; il peut d'ailleurs être employé aussi bien dans un sens laïque que religieux, selon qu'il est prononcé par un combattant « laïque » ou par un chef religieux... C'est dire que, dans le cas qui nous intéresse, l'appel au « djihad » lancé par le chef religieux de l'Islam (qui se trouve être en même temps — fâcheuse coïncidence — le souverain de ce paradis pour magnats pétroliers qu'est l'Arabie Saoudite), s'il n'implique pas nécessairement l'emploi de méthodes de guerre aussi barbares que celles que l'impérialisme occidental a importées au Moyen-Orient et ailleurs, n'en est pas moins chargé d'un esprit religieux et d'une émotivité fanatisante propres à rassurer tous ceux auxquels la résistance palestinienne fait peur. En d'autres termes, cet appel répond en premier lieu à des préoccupations politiques.

C'est ainsi que, d'Etat réactionnaire, au service de l'impérialisme américano-européen, Israël passe brusquement au rang d'« ennemi de Dieu ».

On ne s'adresse plus aux peuples arabes opprimés, mais à « tous les musulmans », arabes ou pas, opprimés ou nantis. Et ce n'est plus aux anti-impérialistes du monde entier qu'on demande leur appui, mais aux « croyants du monde entier »... Du coup, la Palestine et son peuple disparaissent derrière les Lieux Saints de Jérusalem dont les flammes enfumées jettent un nouveau voile noir sur les quartiers dynamités, les populations expulsées, les villages napalmisés et les résistants torturés.

Aussi bien, suffit-il de lire les déclarations des authentiques représentants de la résistance palestinienne pour se convaincre qu'ils n'apprécient guère tous ces propos obscurantistes sur l'union sacrée de l'Islam derrière les chefs de file de la réaction arabe. « Nos terres ont été spoliées, nos maisons occupées, il ne nous reste que la lutte », vient de déclarer Yasser Arafat, leader d'El Fath et de l'O.L.P., qui ajoute : « Par conséquent, nous ne comptons sur aucune conférence, ni mondiale, ni arabe, ni sur un « sommet » islamique. » Confirmant ces propos, le communiqué final du dernier congrès du Conseil national palestinien précise qu'il « rejette toutes les tentatives ayant pour but d'influencer et de dominer l'action palestinienne. »

Quant au F.P.D.L.P. (Front Populaire Démocratique pour la Libération de la Palestine, qu'il ne faut pas confondre avec le F.P.L.P.), il déclare dans un communiqué que « les forces progressistes et patriotiques authentiques du Mouvement de la Résistance palestinienne rejettent catégoriquement et systématiquement la tentative, par les forces sionistes et réactionnaires, de transformer leur combat en de simples conflits religieux. (...) Soyons vigilants face aux déformations que les réac-



A.F.P.

tions arabe et sioniste veulent faire subir à la lutte de notre peuple. »

L'opium du peuple

Que toute cette propagande soit en effet aussi utile aux sionistes qu'à la réaction arabe, l'empressement de toute notre presse bourgeoise à ouvrir largement ses colonnes à la question du panislamisme est, par lui-même, significatif.

Quant à l'Etat sioniste, il n'aurait pu souhaiter meilleur événement pour tenter de faire oublier une fois de plus son propre caractère réactionnaire, et diminuer par là même la politique profonde de la résistance palestinienne.

La collusion de fait entre Israël et la réaction arabe, dans leurs tentatives pour freiner cette résistance et maintenir ainsi le « statu quo » impérialiste au Moyen-Orient, apparaît ainsi une nouvelle fois en dépit de leur opposition formelle.

Enfin, après tant de frénésies religieuses auxquelles l'Histoire nous a accoutumés, l'exploitation politique de l'incendie de la mosquée El Aqsa redémontre, à tous ceux qui seraient tentés de l'oublier, que si la foi religieuse est parfaitement légitime dans son expression individuelle et n'est nullement contradictoire avec une attitude révolutionnaire résolue (ce que

prouve amplement la vie d'un Camillo Torrès), la religion en tant qu'institution sociale demeure, aujourd'hui comme hier, l'opium du peuple. Autrement dit, la « hiérarchie » musulmane est tout aussi réactionnaire que les hiérarchies catholique, protestantes et juïdaïque. Séculièrement au service des classes possédantes, toutes doivent donc être combattues avec autant de résolution que les autres expressions de l'idéologie dominante et avec les moyens appropriés au degré d'évolution historique et sociale de chaque situation. L'internationalisme prolétarien, c'est aussi cela. Entrepris dans leur contexte socioculturel respectif par les révolutionnaires de tous les pays, un tel combat politique exprime lui aussi leur solidarité militante, par-delà les barrières des cultures nationales. □

● Les deux précédents articles sur le conflit au Moyen-Orient nous ont valu un abondant courrier où s'expriment des opinions parfois très opposées. Nous en rendrons compte prochainement.

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**

Belfast

Religion et lutte de classes

Gilbert Chantaire

Un jeune protestant de 23 ans vient de mourir à Belfast. Il avait répondu à l'appel de groupes extrémistes qui avaient décidé d'investir un quartier catholique. Cette nouvelle flambée de violence n'est pas comparable à celle du mois d'août, elle rappelle pourtant une triste réalité, à savoir que rien n'est réglé en Irlande du Nord. Les Britanniques exercent momentanément la réalité du pouvoir, mais ils ne peuvent qu'apaiser provisoirement la tension.

L'impérialisme anglais, fidèle à sa tradition, a laissé là comme partout ailleurs une situation explosive. Une Irlande divisée avec, au nord, un million de protestants assurés de tous les pouvoirs et privilèges opposés à une minorité catholique forte de plus de 500.000 personnes exploitées et dont la pression démographique s'accroît en dépit de la ponction permanente de l'immigration. Ces six comtés « unionistes » (liés à la Grande-Bretagne) subissent d'autre part la pression des trois millions de catholiques de la République catholique irlandaise (Eire).

22.000 électeurs ne votent pas. A la lumière de ces chiffres le slogan du Mouvement des Droits Civiques (Civil Rights Movement) « One man, one vote » prend toute sa signification. Un découpage de circonscription proprement scandaleux réduit d'autre part à néant la représentation des catholiques dont les circonscriptions sont surpeuplées par rapport à celles des protestants. Ce dernier fait n'est cependant pas l'apanage de l'Irlande du Nord.

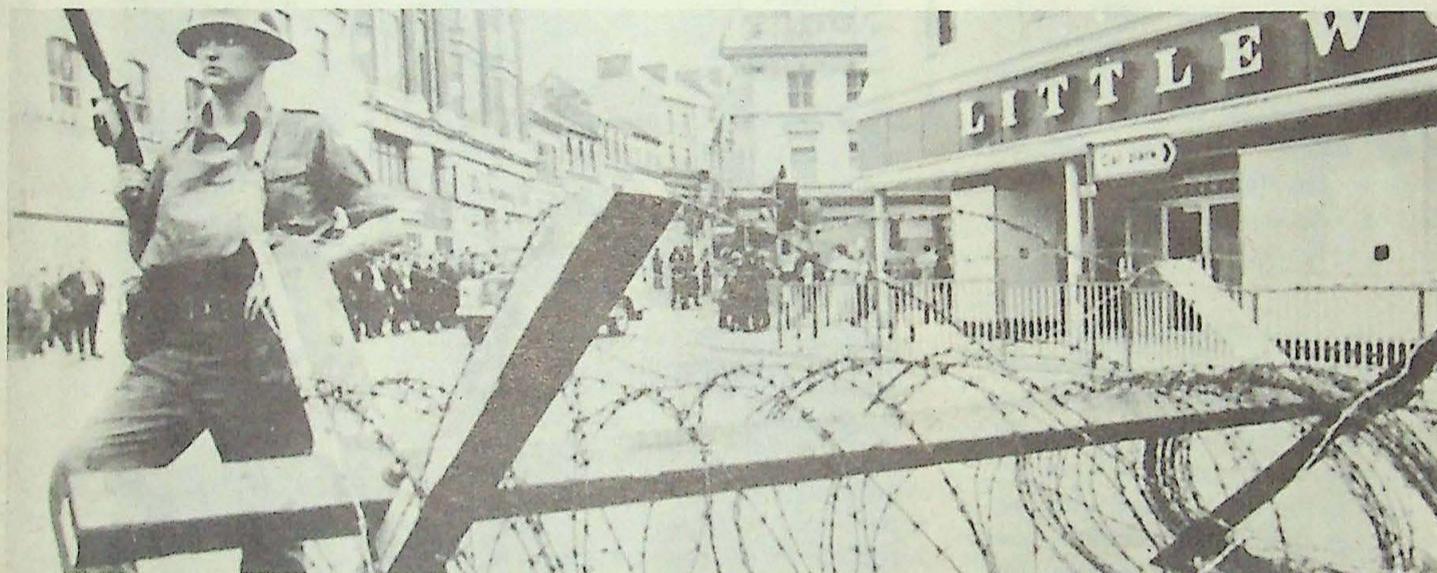
Cette discrimination politique s'accompagne d'une non moins flagrante discrimination au niveau de l'emploi. Dans les quartiers catholiques le chômage est trois fois plus élevé qu'ailleurs.

La réalité du pouvoir

Ce rapide tableau d'une discrimination politique et sociale ahurissante ne suffit cependant pas à décrire totalement la réalité du pouvoir. Il reste les multiples groupes de pression. Hors de cette législation qui fait des catholiques des citoyens de seconde zone, les sectes et les milices protestantes constituent des rouages

d'éveiller leur conscience de classe. En effet comme l'affirment sans cesse les catholiques et les rares protestants progressistes du Mouvement des Droits Civiques la seule réalité objective de l'Ulster est que les protestants sont riches et les catholiques pauvres. Il faut surmonter le problème religieux pour réparer l'injustice qui règne. Il reste qu'il existe une minorité protestante réduite elle aussi au chômage et à la misère, le problème étant de savoir si l'alliance de ces exploités est possible. L'artificielle division sur une base religieuse doit être remplacée par la lutte de classes.

C'est là qu'on touche au problème de la réunification qui pour certains résoudrait les difficultés présentes. Il n'en est malheureusement rien. La réunification politique « officielle » de tous les gouvernements de Dublin inverserait simplement la situation. L'Eire, réactionnaire et conformiste, ne pourrait pas assimiler les protestants qui à leur tour subiraient l'oppression des catholiques. Bernadette Devlin et les combattants catholiques du Nord



Agip

C'est ainsi que depuis 1690, date de la victoire de Guillaume III d'Orange sur l'armée du catholique Jacques II, rien ou presque n'a changé. Il paraît lointain pourtant le temps où un lord chancelier anglais déclarait : « La loi anglaise ne reconnaît pas l'existence d'une personne telle qu'un Irlandais catholique romain. » Il est difficile d'être plus clair ! Hélas ! dans l'Ulster le catholique d'aujourd'hui est toujours ce paria ! En 1934, le gouverneur de l'Ulster recommandait à ses concitoyens de ne jamais employer de catholiques. Pour ceux qui répugnent à la violence et qui croient que des améliorations sont possibles dans le cadre de la légalité il est facile de faire le point des progrès accomplis dans la législation ulstérienne. Depuis cinq ans seulement les élections générales se font au suffrage universel. Quel progrès dérisoire quand on sait que, sur le plan local, le suffrage est toujours censitaire ! C'est ainsi qu'un gros propriétaire foncier possédant maisons et terrains dispose de plusieurs voix, alors qu'un chômeur catholique démuné de tout est écarté des urnes. 250.000 personnes ne participent pas aux scrutins en Ulster. A Londonderry, ville test s'il en est, les catholiques sont nettement majoritaires mais 7.000 d'entre eux sur

essentiels du pouvoir. Tout d'abord les orangistes.

Il est à peu près impossible d'obtenir le moindre détail sur cet ordre ainsi que sur le nombre de ses membres. Il ne fait cependant aucun doute que ceux-ci sont très nombreux et que l'immense majorité des protestants leur sont au moins favorables. Le nouveau premier ministre Chichester-Clark qui a succédé au timide réformateur qu'était le capitaine O'Neill déclare publiquement qu'il en fait partie, ainsi d'ailleurs que de nombreux ministres de son gouvernement. Il y a aussi les fanatiques partisans du pasteur Paisley.

A côté de ces diverses « milices » il existe la fameuse « special B » force de police auxiliaire composée exclusivement de protestants.

Ces divers groupes qui constituent le fer de lance de la réaction, à l'instar des pauvres Blancs du sud des Etats-Unis, sont les plus défavorisés parmi les protestants et les plus fidèles garants de l'injustice établie. Leur seul privilège sur les pauvres catholiques est d'être protestants et ils le défendent farouchement.

La réunification

Il sera difficile dans un tel contexte à Bernadette Devlin et à ses partisans

peuvent clamer sans cesse qu'ils ne souhaitent pas la réunification (ou du moins n'importe quelle réunification) et que l'Etat catholique irlandais est de même nature que celui qu'ils refusent au Nord, ils devront lutter contre l'influence des nationalistes de l'Eire qui chercheront par tous les moyens à capitaliser et à récupérer un mouvement qui lutte avant tout contre l'injustice. Il est si facile de faire oublier aux masses irlandaises leur misère et la triste dépendance de l'Eire devant le capitalisme international en les détournant sur le sort de leur coreligionnaires du Nord exploités par les protestants !...

Comme au Moyen-Orient il est difficile d'ignorer un fait accompli, à savoir l'Etat sioniste ou l'Ulster et de vouloir mener la lutte contre les structures capitalistes, impérialistes et religieuses sans mêler son combat avec des alliés qui pratiquent eux-mêmes la discrimination chez eux. La prétendue guerre sainte des pays arabes est du même modèle que le pseudo-patriotisme de l'Eire. Le seul soutien véritable qui pourraient avoir les catholiques du Nord est celui de l'opposition violente de l'Eire. La baisse de popularité de Bernadette Devlin dans les milieux officiels de l'Eire est très significative à cet égard. □

Comités Grèce en lutte ⁽¹⁾

Après avoir consulté des représentants en France de toutes les tendances de la résistance grecque, un certain nombre de militants d'origines diverses a décidé de former des Comités « Grèce en Lutte » (C.G.L.), qui ont pour but de populariser et de soutenir la lutte du peuple grec contre le fascisme et l'impérialisme. MM. Claude Bourdet, Laurent Schwartz et Jean-Pierre Vigier, qui appuient cette initiative, et l'Exécutif National des Comités « Grèce en Lutte » (C.G.L.) appellent tous ceux et toutes celles qui sont épris de paix et de progrès à les rejoindre et à témoigner ainsi concrètement de leur solidarité à la lutte du peuple grec.

(1) Comités « Grèce en Lutte » (C.G.L.)
91, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75-Paris
(10^e).

Plate-forme des C.G.L.

1 - a) Les C.G.L. sont créés dans le but de soutenir et de faire connaître en France la juste lutte du peuple grec contre la dictature fasciste et contre l'impérialisme international.

b) Les C.G.L. soutiennent la lutte populaire en Grèce, sous toutes les formes qu'elle prend ou qu'elle puisse prendre.

c) Les C.G.L. sont décidés, au-delà du rétablissement éventuel d'une pseudo-démocratie parlementaire (couronnée ou non), à soutenir la lutte populaire jusqu'à la victoire finale.

2 - Les C.G.L. dénoncent la complicité directe de l'O.T.A.N. et des U.S.A. dans l'exécution du putsch d'Athènes, putsch qui s'inscrit dans la politique permanente de l'impérialisme U.S. pour préserver et renforcer ses intérêts économiques et stratégiques.

Les C.G.L. soulignent l'hypocrisie des déclarations des démocraties occidentales qui, malgré leur opposition de forme à la dictature des colonels, continuent à la soutenir efficacement.

3 - Les C.G.L. dénoncent la collusion du capitalisme français et de la dictature grecque qui se manifeste par :

- une « aide » économique (investissements et prêts) ;
- un appui diplomatique ;
- la coopération culturelle et touristique ;
- la vente d'armes aux colonels ;
- la répression contre les Grecs antifascistes résidant en France, etc.



A.F.P.
ELDRIDGE CLEAVER, ministre de l'Information du Parti des « Panthères Noires » au festival.

DE LA SOUFFRANCE... A L'APPEL ET A LA REVOLUTION :

Afrique, dis-moi Afrique
Est-ce donc toi, ô dos qui
[se courbe ?
David Diop (Sénégal)

J'ai perdu mon burnou,
[mon fusil, mon stylo
Et je porte un prénom, plus
[faux que mes façons
Malek Haddad (Algérie)

L'Afrique n'est plus petite
[fille
Elle a grandi. Voilà que
[ses seins se lèvent.
Muhl Al-Din Farès
(Soudan)

Créer, créer
Sur la profanation de la
[forêt
Sur la forteresse impudi-
[que du fouet
Créer sur le parfum des
[troncs sciés
Créer les yeux secs

Agostino Neto
(M.P.L. Angola)

Alger

Vers une libération totale de l'homme africain

Michel Johan

Le premier festival culturel panafricain s'est tenu à Alger, du 21 juillet au 1^{er} août.

Il répond au vœu formulé en 1963 par les membres fondateurs de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) et tendant à renforcer « entre les peuples d'Afrique les liens fondés sur l'éducation et la lecture ».

Le principe d'un festival fut arrêté en 1967 et une commission préparatoire vit le jour, commission composée de l'Algérie, du Cameroun, de l'Ethiopie, de la Guinée, du Mali, du Nigeria, du Sénégal et de la Tanzanie. La candidature de l'Algérie fut retenue.

Les Algériens donnèrent le ton lors de la semaine préparatoire. « Pour que cet événement se produisît, il fallait que l'Afrique soit libre et libérée. C'est chose faite pour la presque totalité de nos pays (...) » et ce festival que nous souhaitons aux dimensions de l'Afrique elle-même, varié comme elle-même, unique comme elle, sera pour nous l'occasion d'encore mieux sentir la présence de ce fond commun qui est le nôtre (...).

Cette culture n'est pas un vestige figé et anachronique, une civilisation de musée au

simple usage des ethnologues et des amateurs d'exotisme. Bien au contraire, elle est vivante, riche d'insoupçonnée potentialité créatrice (...).

Mutilée, pillée, humiliée au point que certains esprits désespérés lui avaient nié toute existence, dans un mimétisme de défaite, la culture africaine ressuscitée et réhabilitée est notre liberté (...)

L'Algérie en parle en connaissance de cause qui a connu la plus forcenée, la plus systématique des tentatives de dépersonnalisation qu'un pays colonisé ait eu à subir (...).

Essentiellement unitaire et social

Le président du Comité, un Guinéen, situa sa réponse au

« Notre objectif est de réhabiliter les valeurs culturelles, philosophiques, morales, sociales de l'Afrique et de sauvegarder nos ressources. Mais notre vigilance ne signifie pas isolement. »

Patrice Lumumba - Conférence panafricaine de Léopoldville, 25 avril 1960.

même niveau. : « Il est temps de dénoncer ce sentimentalisme coupable qui consiste à se croire redevable ou tributaire de l'apport d'une culture imposée au détriment de la sienne propre (...).

ciété africaine, du progressisme, par une remise en cause des structures héritées de la colonisation. Jusqu'où ces deux pays iront-ils dans cette voie ? Et par qui seront-ils suivis ?

Solidarité révolutionnaire

Une revue bi-mensuelle, riche de textes et d'analyses, fait le point depuis le 15 mars. Placée sous l'autorité des Algériens, elle maintient le cap sur le « progressisme ».

« L'art n'est jamais que l'expression dernière par laquelle les hommes affirment leur vitalité et leur rapport au monde (...)



Elie Kagan

Au cours de cette même intervention, il s'attaqua aux artistes et intellectuels africains qui « ne jugent que l'apparence des faits », « qu'à travers leurs complexes, leur mentalité de colonisés ». « Pour eux, nos chants populaires n'ont de valeur que dans la mesure où ils s'insèrent harmonieusement dans les modes occidentaux étrangers à leur signification sociale ; nos peintures, ils les voudraient plus classiques ou cubiques, nos masques, nos statuettes, ils les veulent seulement esthétiques, sans réaliser que l'art africain est essentiellement unitaire et social. C'est pourquoi nous disons à nos intellectuels et à nos artistes, à nos penseurs et à nos chercheurs que leurs capacités n'ont de valeur que dans la mesure où elles reflètent réellement la vie de notre peuple, qu'ils se doivent d'améliorer et où elles sont intégrées de manière fondamentale à l'action, à la pensée et aux aspirations de nos masses populaires (...) »

L'Algérie et la Guinée semblent ainsi vouloir placer ce premier festival culturel panafricain au-delà des simples retrouvailles, sur le plan de l'analyse politique de la so-

« La décolonisation est véritablement la créatrice d'hommes nouveaux. Mais cette création ne reçoit sa légitimité d'aucune puissance surnaturelle : la « chose » colonisée devient homme dans le processus même par lequel elle se libère. »

Frantz FANON
Les Damnés de la Terre.

« Il est bien évident que si l'Afrique doit savoir construire ses musées, elle ne doit plus recopier ses cathédrales (...) »

Cette culture africaine qui sera présente à Alger cependant « reste encore pour la plupart des Etats Africains un combat, qu'il soit celui de l'économique, de l'antiracisme ou de la libération nationale (...) »

Ce combat pour le progrès, pour la fin de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, les révolutionnaires de France et d'Europe le mènent sur leur terrain, en lutte contre les classes possédantes, hier colonialistes, aujourd'hui impérialistes, certains en cela de hâter l'émancipation de leurs frères africains.

C'est pourquoi ils saluent ce premier festival.

Action politique et action syndicale

Le texte qu'on lira ci-dessous a été rédigé et distribué sous forme de tract par nos camarades de la SERI (1) à Rueil. Il nous a semblé qu'il constituait une assez bonne synthèse de ce que sont les positions du P.S.U. sur le problème des rela-

tions entre action politique et action syndicale qui reste, en cette rentrée 1969, une des difficultés majeures auxquels se heurtent les militants socialistes dans les entreprises.

T.S.

Confondre l'action syndicale et l'action politique c'est jouer le jeu bien connu de ceux qui, bourgeois ou technocrates, cherchent à discréditer la section syndicale d'entreprise aux yeux des travailleurs inorganisés.

Mais la confusion est aussi parfois entretenue par certains militants politiques qui se servent de l'organisation de masse qu'est le syndicat pour tenter d'atteindre des objectifs partisans qui n'ont parfois rien à voir avec l'intérêt réel des travailleurs. Car se servir du syndicat, comme d'une courroie de transmission d'une idéologie, c'est finalement mépriser la capacité propre des travailleurs à élaborer eux-mêmes leurs options politiques.

C'est, à la limite, remplacer le syndicat par le parti politique.

Or, l'action syndicale et l'action politique sont deux choses distinctes. Même s'il est faux de dire que le syndicat ne « fait pas de politique », la distinction entre ces deux actions ne tourne pas autour du mot « politique », elle s'opère au niveau du « pouvoir ».

En effet, un syndicat, c'est avant tout une **organisation de masse** qui rassemble, à la base, le plus grand nombre possible de travailleurs dans leur profession.

— C'est un **organe de contestation** : le syndicat exprime des revendications quantitatives (salaire, durée du travail, etc.) ou qualitatives (contrôle de l'embauche ou du licenciement, conditions de travail, etc.).

— C'est un **organe de négociation** : le syndicat discute avec l'employeur au nom des travail-

leurs et arrive à des compromis qui, peu à peu, améliorent les conditions de travail et de rémunération de tous.

Mais la contestation, la revendication, la négociation même ne changeront pas la nature profonde du **pouvoir** dans l'entreprise. L'action syndicale doit déboucher, nécessairement, sur des propositions politiques.

C'est au **groupe politique d'entreprise** d'apporter les analyses nécessaires, et de proposer des débouchés politiques aux organisations syndicales.

C'est au **groupe politique d'entreprise** de poser le problème du **pouvoir** à tous les niveaux, c'est-à-dire, dans un premier temps, le problème du contrôle par les travailleurs de la gestion de leur entreprise.

Le syndicat ne peut pas poser lui-même le problème du pouvoir sous peine de se barrer la route de la négociation. Le syndicat ne doit pas entrer dans le mécanisme de la gestion. D'ailleurs, il devrait en être de même dans un système d'autogestion, sinon, qui défendrait les intérêts des travailleurs par rapport à ceux de l'entreprise ? Le syndicat doit rester libre de négocier et de contester. Le groupe politique, lui, n'a pas à négocier, il peut et doit ouvrir des perspectives aux travailleurs qui se battent pour que leur victoire ne soit pas sans lendemain ; il peut et doit expliquer dans quelles conditions les revendications syndicales ont une chance d'aboutir et de donner une satisfaction durable aux travailleurs.

Le mois de Mai 1968 a montré que la seule action syndicale des étudiants et des ouvriers ne pouvait déboucher sur aucune situation irréversible, sans une action concertée des organisations politiques à tous les niveaux (entreprises, facultés, communes, Etat).

Un an après Mai 1968, la plupart des avantages acquis à la négociation de Grenelle ont été repris !

Des étapes seront sans doute nécessaires :

— Le **pouvoir syndical** doit, d'abord et avant tout, être consolidé.

— La lutte pour un **contrôle réel** des travailleurs sur la vie de leur entreprise doit être engagée.

— L'objectif à atteindre, c'est le **pouvoir des travailleurs** au niveau de l'entreprise et au niveau de l'économie nationale et de l'Etat, pour aboutir enfin à une société autogérée.

C'est pourquoi nous vous appelons, non seulement à adhérer à l'organisation syndicale de votre choix et à y militer activement mais encore à dépasser le cadre des luttes revendicatives et à rejoindre, dès maintenant, le groupe politique P.S.U. de votre entreprise.

Il faut préparer les formules de l'action future si l'on veut donner aux prochains affrontements sociaux un débouché concret. □

(1) Filiale de Renault.